

Bentham Criminaliste

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

*L'acte public pour les matières ci-après sera présenté et soutenu
le mercredi 24 novembre 1920 à 2 heures*

PAR

Lucette PRESSAT

Licenciée ès-Lettres

Diplômée des Sciences Pénales

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : GARÇON, professeur.

Suffragants } MM. LE POITEVIN } *professeurs.*
 } DEMOGUE. }

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1920

PRESSAT

1

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

Bentham Criminaliste

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

L'acte public pour les matières ci-après sera présenté et soutenu

le mercredi 24 novembre 1920 à 2 heures

PAR



Lucette PRESSAT

Licenciée es-Lettres

Diplômée des Sciences Pénales

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : GARÇON, professeur.

Suffragants } MM. LE POITEVIN } *professeurs.*
 } DEMOGUE. }

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1920

INTRODUCTION

La vie humaine tout entière oscille entre deux pôles : le plaisir et la douleur. Plusieurs fois dans le cours de sa vie chacun passe de l'un à l'autre ; moments éphémères ou plus durables, ils se succèdent et se remplacent.

La loi fatale qui nous dirige (sauf quelques exceptions que composent les mal équilibrés, les désenchantés, auxquels la vie n'a jamais apporté un rayon de bonheur, une lueur d'espérance) veut que l'homme fuie la douleur et recherche le plaisir.

Les ascètes ont chanté de tout temps l'utilité et les bienfaits de la douleur. Il ne faut point nier qu'elle nous prévient souvent d'un danger ; le sentiment d'une douleur possible est un frein salutaire. On la dit utile parce qu'elle fortifie l'esprit ; Montaigne disait qu'elle est « la fournaise à recuire l'âme ». Elle est aussi dans beaucoup de circonstances la créatrice des espérances et des consolations.

Le sentiment qui porte l'homme à fuir la douleur, l'amène vers le plaisir, vers la recherche du bonheur. La douleur est l'indice d'une désadaptation, d'un déséquilibre qui se produit dans l'individu ; le plaisir est le sentiment de la paix et de l'unité.

Aristippe de Cyrène disait autrefois qu'il faut jouir de l'instant qui passe; le présent seul existe, le passé n'est plus, l'avenir n'est pas encore. Mais le présent tombe vite dans le passé et il prépare l'avenir. Tous les moments de la vie agissent et réagissent les uns sur les autres. Jouir aveuglément du plaisir présent c'est souvent se préparer de cruelles souffrances; résister au plaisir qui tente c'est quelquefois s'assurer un bonheur plus doux et durable; c'est maintenir en soi cette harmonie qui fait la grandeur et la beauté de la vie.

De cette course irréfléchie vers le bonheur, qui est pour beaucoup d'êtres humains la seule raison de vivre, il ne reste après quelques années qu'un sentiment de lassitude qui amène le désespoir et le désir de la mort.

Le bonheur universel existera-t-il jamais? A-t-il même existé, comme certains le pensent, dans ces âges trop lointains pour que nous ayons de ce qu'ils furent une opinion juste, et que nous ne connaissons qu'à travers la légende et la poésie?

« Le bonheur, c'est le plaisir » disait déjà Epicure, qui sema le germe de l'utilitarisme auquel la Grèce ne sembla pas une terre propice.

On ne sait quel vent a emporté cette graine sur les bords de la Tamise, dans cette grande île longtemps couverte de brouillard, où la force du soleil ne vient jamais réchauffer le cœur ni la pensée, où l'on ne connaît pas ces élans généreux, ces aspirations idéales qui ne vivaient que sous le ciel toujours pur de la

Grèce antique, sur les bords d'une mer toujours calme. et toujours bleue.

Bentham naquit en 1748 à Londres et il montra, de bonne heure, qu'il était le digne héritier des doctrines utilitaires. L'activité de son esprit s'étendit à des domaines divers; mais sur le terrain de la législation aussi bien qu'en matière d'économie politique et de morale, on retrouve toujours chez lui la marque de l'utilitarisme.

Adam Smith qui l'avait précédé, avait posé la sympathie comme fin des actions humaines; mais Bentham estima qu'elle est aussi variable que les individus et il assigna comme fin de la vie non plus la sympathie, mais l'intérêt.

Il n'existe, pour lui, ni vertu, ni devoir; l'amour de soi, l'égoïsme, l'intérêt sont les seuls mobiles qui guident l'individu avec autant de justesse que de sûreté.

« Nul homme, dit-il, ne lèvera pour autrui le bout de son doigt, s'il n'y voit son intérêt. » ¹

Chacun vit pour satisfaire son plaisir; on arrive à posséder le bonheur grâce à l'arithmétique morale qui consiste dans l'évaluation des plaisirs.

Quelques milliers d'années avant que Bentham ait exposé son arithmétique des plaisirs Platon l'avait par avance réfutée.

« Fuir un plaisir pour s'en procurer un plus grand, ce n'est être tempérant que par intempérance; affron-

1. Bentham, *Déontologie*.

ter un péril pour échapper à un autre, ce n'est être courageux que par peur. »¹

Mais l'individu ne vit pas isolé; il est étroitement solidaire du milieu dans lequel il est plongé et tend perpétuellement à entrer en équilibre avec ce milieu.

Le sentiment de cette adaptation crée le plaisir : la conscience d'une désadaptation se traduit par une douleur, et l'on a recours à une souffrance imposée comme sanction, toutes les fois que par sa désadaptation avec le groupe social, l'individu devient pour lui un danger et une menace.

C'est ainsi que Bentham édicte des lois et des peines dans un but philanthropique, pour que le bonheur universel ne soit pas détruit ou troublé par un caprice individuel. Epicure avait déjà dit que « le droit n'a pas une origine mystérieuse : il est fondé sur le calcul de l'égoïsme, et s'il est sacré, c'est qu'il est utile. Le jour où une loi n'a plus d'utilité, elle n'est plus respectable, elle n'existe plus »².

Et s'inspirant de cette idée Bentham proclame que les lois sont faites pour donner aux citoyens la plus grande somme de bonheur possible.

« C'est leur utilité qui fait leur justice »³.

1. Platon, *Phédon*.

2. Epicure.

3. Bentham, *Législation civile et pénale*.

CHAPITRE PREMIER.

LE PRINCIPE DE L'UTILITÉ

Définition. Démonstration de son existence. Son application au domaine de la Législation

C'est autour du principe de l'utilité que gravite toute la philosophie de Bentham, qui n'hésite pas à déclarer que « l'intérêt personnel est à la fois le vrai principe de la morale et de la législation. » ¹

Il nous confie qu'il cherchait depuis longtemps un principe pouvant servir de base à un système de morale et qu'il le trouva un jour dans un livre de Priestley où il lut ces mots : « Le plus grand bonheur du plus grand nombre ».

Dans l'exposé de sa doctrine il le développe ainsi : « La nature a placé le genre humain sous l'empire de deux souverains maîtres : la peine et le plaisir. Nous leur devons toutes nos idées nous leur rapportons tous nos jugements, toutes les déterminations de notre vie. Celui qui prétend se soustraire à leur assujettissement

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

ne sait ce qu'il dit. Ces sentiments éternels et irrésistibles doivent être la grande étude du moraliste et du législateur. »¹

Le plaisir est la seule fin de la vie; en tant qu'il devient la règle et la mesure des actions, il prend le nom d'utilité.

« Par le principe de l'utilité, on entend ce principe qui approuve ou désapprouve toute action d'après sa tendance à augmenter ou à diminuer le bonheur de la personne dont l'intérêt est en question, ou en d'autres termes, à promouvoir ce bonheur ou à s'y opposer. »

L'idée d'utilité ne peut pas être séparée de celle de plaisir ou de peine.

Et en face de sa doctrine, Bentham rencontre deux doctrines adverses :

L'Ascétisme contre lequel il s'est insurgé dès son plus jeune âge; il s'indignait, nous dit-il, quand il entendait proclamer par les philosophes grecs que la douleur n'est pas un mal, et son aversion pour les ascètes est l'expression d'un sentiment naturel et profond.

L'autre principe contraire à sa doctrine est le principe de sympathie et d'antipathie, qui consiste à approuver ou à blâmer par sentiment.

Bentham déclare impossible de tracer une ligne de conduite qui ait pour base le sentiment ou le sens moral et par là-même il repousse les notions de droit naturel, d'obligation et de conscience.

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

2. Bentham, *Déont.*

Et cependant, un sentiment très profond nous fait croire à l'existence de la conscience morale. C'est elle qui, sans cesse dans le cours de notre vie, approuve ou blâme nos actions; c'est elle qui, à chaque instant est le « juge suprême ». Elle résulte du sentiment de la distance qui sépare la réalité de l'idéal; toute la vie est remplie par l'effort qui tend au rapprochement de ces deux termes; si leur identification venait un jour à se produire, la morale disparaîtrait, car toute comparaison étant désormais interdite, tout jugement deviendrait par là-même impossible.

Mais Bentham s'avoue l'ennemi déclaré et irréductible de quiconque n'admet pas ses principes :

*Qui non sub me, contra me.*¹

Et de même qu'il avait écarté la notion de conscience, il nie l'existence de la vertu, cet « être de raison », cette « entité fictive née de l'imperfection du langage », traite l'obligation morale de « terme creux et vague aussi longtemps que l'idée d'intérêt ne vient pas la remplir », et déclare que le devoir n'existe pas.

« Quand le moraliste parle de devoirs, chacun pense à ses intérêts. »²

L'homme réfléchit et calcule et Bentham n'envisageant que cette faculté, adopta comme méthode universelle la méthode arithmétique. Avant de se décider, l'individu compare les divers intérêts qu'il doit concilier pour obtenir un intérêt supérieur et plus durable en vue duquel il agit.

1. Bentham, *Législ. civ. et pénale*.

2. Bentham, *Déont*.

Le calcul juste s'identifie avec la moralité, l'erreur avec l'immoralité.

L'homme, sensible au plaisir et à la peine, est attiré par le plaisir vers la recherche du bonheur. Atteindre le bonheur est sa seule fin, il y consacre tous ses efforts; mais il est relié à l'espèce tout entière par la sympathie qui, par le plaisir qu'elle procure, attire les individus les uns vers les autres.

C'est ainsi que l'intérêt privé s'identifie avec l'intérêt général, et qu'en cherchant notre bonheur, nous produisons et accroissons celui des autres.

« Si chaque homme, agissant en connaissance de cause dans son intérêt individuel, obtenait la plus grande somme de bonheur possible, alors l'humanité arriverait à la suprême félicité, et le but de toute morale, le bonheur universel serait atteint. »¹

L'acte qui produira le maximum de bonheur individuel et de bonheur universel sera à la fois moral et vertueux. Le critérium à l'aide duquel on reconnaîtra le plaisir est essentiellement pratique et subjectif.

« Le plaisir, c'est ce que le jugement d'un homme, aidé de sa mémoire, lui fera considérer comme tel. »²

La valeur de tout plaisir et de toute peine dépend de quatre conditions :

Son identité, sa durée, sa certitude, sa proximité. Il faut en outre, considérer la tendance du plaisir, qui, selon qu'il produira une peine ou un autre plaisir, sera impur ou fécond. Il faut ajouter que ses consé-

1. Bentham, *Déont.*

2. *Idem.*

quences ne s'arrêtent pas toujours à l'individu et qu'un de ses derniers caractères consiste dans son étendue.

Pour illustrer son raisonnement, Bentham expose avec détails pour quels motifs l'ivrognerie est mauvaise, et il démontre mathématiquement qu'elle est néfaste, parce que la somme des pertes l'emporte énormément sur celle des profits.

Si l'on applique cette méthode de calcul à toutes les actions, on les voit se ranger en deux classes; elles se divisent en « bonnes et en mauvaises, puis se subdivisent en meilleures et en pires, sans que les sentiments arbitraires de sympathie et d'antipathie apportent jamais le trouble dans cette classification régulière. »¹

La morale devient une affaire d'arithmétique, et évaluer les actions équivaut à les juger. La fin morale est la recherche du plaisir dans lequel il faut considérer sept aspects. Il peut être plus ou moins durable, certain, rapproché, étendu, fécond, pur, intense.

Pour apprécier la supériorité d'un plaisir sur un autre, il suffit de les considérer sous ces sept rapports : le plaisir le plus grand sera le meilleur, et le critérium de la doctrine de Bentham contient tout entier dans le terme de quantité.

Sa morale arithmétique a connu une grande popularité qu'elle a due, sans doute, à son extrême simplicité; elle séduit les esprits qui n'aiment point les

1. Bentham. *Déont.*

spéculations métaphysiques et par son côté réel et pratique, pour eux, elle est attrayante.

L'idée d'obligation morale n'a pas de place dans un système purement utilitaire : tout y est sensible et matériel et c'est la sanction qui seule fait l'obligation.

« L'égoïsme est la seule fin et la seule puissance, écrivait Bentham, et la tâche du moraliste consiste à régulariser l'égoïsme. ».¹

Mais en passant de l'homme considéré isolément, à la société envisagée dans son ensemble, on rencontre parfois des contradictions d'intérêts entre les individus. Bentham sort habilement de cette situation délicate, tout d'abord en niant l'opposition des intérêts quand on les comprend bien, car, dans ce dernier cas, en travaillant à son bonheur, on produit celui des autres, et ensuite en faisant appel au principe de sympathie, grâce auquel on arrive à « l'identité des intérêts. »

Les intérêts des hommes qui sont en effet opposés dans les plaisirs rudimentaires s'identifient dans les plaisirs supérieurs, à mesure que la sensibilité se raffine, grâce à la sympathie qui nous fait ressentir les joies et les douleurs des autres. Et comme nous éprouvons « ce qu'éprouve autrui, nous ne voudrions jamais faire de mal à personne ». ²

Mais ce principe que Bentham veut éternel et universel souffre bien des exceptions, puisqu'il propose

1. Bentham, *Déont.*

2. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

d'établir des sanctions pour ceux qui l'ont un instant méconnu.

Car si tout homme agit en vue de son intérêt, il ne faut pas en conclure qu'il voit toujours exactement quel est son intérêt. Il est des hommes qui calculent mal; les sanctions sont établies pour redresser leur jugement et corriger leurs erreurs.

« D'après le principe de l'utilité, le plus abominable plaisir que le plus vil des malfaiteurs ait jamais retiré de son crime ne devrait pas être réprouvé s'il demeurerait seul; le fait est qu'il ne demeure jamais seul mais qu'il est nécessairement suivi d'une telle quantité de peine ou, ce qui revient au même, d'une telle chance d'une certaine quantité de peine, que le plaisir, en comparaison, est comme rien. »¹ Et le redressement de ces erreurs par l'application des sanctions, qui serviront en même temps de protection à la communauté, est l'œuvre du législateur qui dans sa tâche est guidé par les mêmes principes que le moraliste.

Tous deux se proposent le même but : élever le bonheur à son maximum. Le principe de l'utilité est le centre de la législation, comme il est celui de la morale, et aussi exclusif en législation qu'en morale, Bentham bannit tout autre principe.

« Tout ce qui n'est pas utilité, n'est pas raison ». ²

Loi naturelle, droit naturel, voilà deux métaphores dénuées de sens : loi rationnelle, est un terme aussi insensé.

1. Bentham, *Déont.*

2. *Idem.*

« Les plaisirs et les peines, voilà ce qui m'intéresse »¹

Le droit éternel, la justice, la loi obligatoire antérieure à la volonté du législateur sont autant de fantaisies de l'esprit humain; à la loi naturelle, cette loi qui existe depuis l'éternité et qui n'est écrite nulle part, Bentham substitue la loi artificielle, œuvre du législateur, création de l'homme.

La soumission de l'homme à la loi, doit lui procurer le bonheur; mais nous verrons bientôt que le bonheur que de bonnes lois peuvent assurer à la société, n'est que celui que produit la sécurité.

Bentham a voulu prendre comme base de la législation et de la morale le principe de l'utilité. L'influence du sentiment est nulle à ses yeux; c'est la raison qui dicte et qui commande.

Et cependant on remarque, que le plus souvent, dans le cours de l'existence, aussi bien qu'à l'origine de la vie consciente, c'est l'instinct et le sentiment qui nous guident; ils inspirent nos décisions, ils nous obligent enfin à porter un jugement sur tous les actes dont nous sommes les témoins. Or, toute appréciation d'actes suppose un sujet capable d'éprouver du plaisir et de la douleur, et l'individu estime l'action bonne ou mauvaise, d'après le retentissement qu'elle a dans sa vie.

Sa sentence pourra différer suivant que « le sentiment de plaisir ou de douleur sera déterminé uniquement par l'état particulier du moment, ou par

1. Bentham *Déont.*

la considération de la vie dans son ensemble, et des conditions sous lesquelles cette vie se développe »¹.

La souveraineté de l'instant a été chantée jadis par Aristide de Cyrène pour qui le plaisir, purement momentané et fugitif, était le seul but, la seule fin de la vie. A ce point de vue seul, le bien s'identifie absolument avec le plaisir, le mal, avec la douleur.

Mais la vie de l'homme n'est pas composée de moments isolés; l'instinct même de la conservation l'empêche de faire abstraction de l'avenir et de négliger les expériences passées. Par dessus tout, le sentiment de la continuité nous domine. Tout se retire et s'enchaîne dans notre conscience, comme dans notre vie; les divers moments, bien loin d'être épars se pénètrent et se fondent, et donnent l'apparence d'une parfaite unité.

« Dans toute réflexion sur lui-même et sur son action l'individu s'élèvera au-dessus des moments particuliers, considérés dans leur diversité et leur isolement, et son sentiment correspondra (au moins pendant l'instant de la réflexion) à la manière dont se présente à la conscience, non pas seulement le moment particulier, mais la vie dans son ensemble »².

Une action bonne sera celle qui maintient l'harmonie de la vie, l'action mauvaise, celle qui la détruit, et la loi morale résultera d'un « rapport harmonieux entre l'intérêt de la vie dans son ensemble et l'impulsion du moment particulier »³.

1. Noffding; *Morale*.

2. *Idem*.

3. *Idem*.

Mais la doctrine de la souveraineté de l'individu, comme celle de la souveraineté de l'instant, est le résultat d'une excessive abstraction.

De même que l'instinct de conservation relie entre eux les divers instants de la vie humaine, de même les instincts sympathiques rapprochent les individus.

L'homme ne forme pas un monde isolé dans un autre monde plus vaste; « toute sa vie n'est qu'une partie de la vie de l'espèce; son organisation est le résultat, transmis par l'hérédité, des actes et des souffrances des générations antérieures, ses conditions de vie et son atmosphère mentale sont le produit de l'évolution de l'espèce »¹.

Une action, du point de vue individuel, sera bonne, si elle ne détruit pas l'harmonie interne; une action du point de vue collectif, sera bonne, si l'individu est resté en harmonie avec son milieu.

Mais de telles notions, communément adoptées, sont étrangères à la doctrine de Bentham; il estime que le principe de l'utilité est un guide supérieur et plus sûr.

On ne comprend point d'ailleurs dans sa doctrine par quel lien magique ou divin les hommes sont reliés les uns aux autres, ni comment cette union, cette harmonie des intérêts individuels peut se produire spontanément.

On a plutôt coutume, et avec juste raison, de considérer que les intérêts divisent les hommes, même ceux qui, par les sentiments étaient les plus unis.

1. Hoffding, *op. cit.*

Chacun comprend d'ailleurs son intérêt selon sa mentalité. Comment pourrait-on, par exemple convaincre un individu qu'il ne doit pas s'approprier une fortune qu'il a trouvée sur une route, s'il considère qu'il est de son intérêt de la garder.

On pourra sans doute lui dire qu'il commet un vol et qu'il s'expose ainsi aux rigueurs de la justice. Ces considérations ne le troubleront guère s'il estime que l'on ignore dans quelles conditions et à quelle époque il s'en est rendu maître; il est des cas dans lesquels le délinquant est en effet presque assuré d'échapper à la répression.

Bentham pourrait sans l'émouvoir lui dire que ce secret est lourd à garder, si c'est un homme peu communicatif, capable de garder des secrets, même pesants.

Il ne sera pas enfin possible de l'intimider en lui faisant songer à la justice divine s'il ne croit point à l'au-delà.

Pour des gens doués de cette mentalité, et ils ne sont pas rares, la doctrine de Bentham est inopérante. Elle s'adresse à une moyenne composée de calculateurs presque identiques, qui ont de toutes choses la même conception médiocre.

Mais la société n'est pas exclusivement composée d'individus aussi semblables et moyens; sous une apparence d'uniformité, les variétés les plus étranges se cachent. Et si chacun estime, qu'avant tout autre but il doit rechercher son propre intérêt qui deviendra la fin exclusive de sa vie, on ne pourra jamais blâmer sincèrement celui qui, pour réaliser ses désirs, aura

causé un préjudice à l'un de ses semblables, ou aura transgressé la loi.

L'identité des intérêts qui n'est qu'une chimère n'arrive point à unir les hommes. La sympathie y parviendra-t-elle ?

Parce que l'homme est égoïste, soutient Bentham, il est sensible aux plaisirs sympathiques.

Nous ne voudrions jamais nuire à nos semblables car nous souffrons de ce qui les afflige.

Mais on s'aperçoit rapidement que le principe de la sympathie est loin d'être universel, car chaque jour, dans notre vie, des gens, qui sont sans doute des exceptions, n'hésitent pas à nous faire souffrir, et n'éprouvent cependant aucun remords, aucune douleur de la peine qu'ils nous ont causée.

Il est des hommes auxquels la sympathie des autres est indifférente; ils se suffisent à eux-mêmes.

D'autre part, pour que l'on témoigne à un individu de la sympathie ou de l'antipathie à l'occasion d'une action, il faut quelle ne reste point ignorée. Ces deux termes sont donc seulement le reflet des conséquences sociales de toute action qui, pour Bentham, devient, selon qu'elle produit l'un ou l'autre, bonne ou mauvaise; quand elles disparaissent, une action qui semblerait cependant criminelle aux yeux de tous, resterait, si l'on suivait cette doctrine, absolument indifférente.

C'est à des conséquences extrêmes et inadmissibles que conduit cette théorie.

Le criminel de Bentham est un froid calculateur

qui ne possède ni vices ni passions, mais seulement une inébranlable raison. Il pense, compte et se détermine, et s'il commet une mauvaise action, c'est le résultat d'un calcul erroné.

Après avoir fait appel à l'harmonie des intérêts et à la sympathie, Bentham s'aperçoit qu'elle sont l'une et l'autre insuffisantes à unir les hommes; une seule chose les empêchera de se nuire, c'est la force, c'est la contrainte.

Et c'est à ce dernier terme que se réduit toute l'œuvre du législateur que Bentham divise en deux parts : fixation des droits, qui sont des bénéfices pour ceux qui en jouissent; établissement des obligations, qui sont une charge pour tous ceux à qui elles sont imposées.

Mais ces deux notions se ramènent à une idée unique et fondamentale : celle du délit.

Le législateur ne peut disposer que de l'autorité de la force; « il ne peut appuyer le droit que sur la force, la loi que sur la peine, la faute que sur le délit ». ¹

On ne peut concevoir une loi sans coercition ni sanction, une sanction sans souffrance, et puisque toute loi amène fatalement à sa suite une souffrance, la loi est un mal. Et l'on ne peut cependant sortir de cette impasse : d'une part, il est impossible de créer des droits sans créer des obligations et des délits, on ne peut protéger la liberté sans la restreindre, et de l'autre, toute restriction est une souffrance, et par conséquent un mal.

C'est d'ailleurs pour cette raison que Bentham conclut que l'œuvre du législateur consiste dans le choix des maux.

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*
-

CHAPITRE II

LÉGISLATION PÉNALE

Son fondement — Raisons d'ériger certains actes en délits. Limites entre la morale et la législation pénale.

La sanction est la base de la législation pénale. La définition des droits constitue le Code civil; celle des délits c'est-à-dire des actes par lesquels les droits sont violés constitue le droit pénal qui édicte des sanctions pour réprimer les délits.

Grâce à l'application du principe de l'utilité aux choses de la morale et de la législation, Bentham veut faire « prévaloir en ces matières, le règne du calcul sur celui de l'instinct et du sentiment. »¹

Les hommes punissent parce qu'ils haïssent; ils punissent parce qu'ils cèdent à un instinct de vengeance, aux idées d'expiation et de châtement; ils infligent

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

une peine pour que l'ordre un instant troublé soit définitivement rétabli. Mais le sentiment est incertain et aveugle, et Bentham y substitue le calcul, plus sûr, et toujours susceptible d'une exacte évaluation.

D'une façon incontestable il affirme que le droit de punir appartient à la société qui ne pourrait exister si elle en était privée. Le droit de punir auquel Bentham ne consacre point de vastes développements est la sanction de tous les autres; il n'a pas une origine contractuelle ainsi que l'affirmait Beccaria. Il n'est pas nécessaire qu'aux termes d'un pacte antérieur les membres de la société aient accepté d'être punis.

« Les délinquants sont des ennemis publics. Est-il besoin que des ennemis consentent à être désarmés et contenus ? »¹

A l'origine, dans les sociétés sauvages, ce droit était exercé par l'individu qui en usait dans la mesure de ses forces et de son ressentiment; chaque progrès de la civilisation est marqué par l'abandon de ce droit que l'individu fait à la collectivité.

Pour qu'elle subsiste, il est nécessaire que contre les perturbateurs de son ordre, la société sévisse; « ce qui justifie la peine, c'est son utilité majeure, ou pour mieux dire, sa nécessité. »²

Et cependant, toute peine est un mal, puisqu'elle consiste à causer une douleur; elle est de la même nature que le délit et a été appelée par un philosophe

1. Bentham, *Traité des peines*.

2. *Idem*.

contemporain « un contre-délit commis avec l'autorité de la loi »¹. Entre le délit et la peine, il n'existe qu'une différence : c'est que le délit, « pour le profit d'un seul, produit un mal universel », tandis que « la peine, par la souffrance d'un seul, produit un bien général. »²

La loi pénale se justifie par les deux buts qu'elle se propose : elle n'est point faite pour tourmenter inutilement et cruellement un être sensible ni pour atténuer les conséquences d'un crime ineffaçable ; elle tend à l'amendement du coupable et à l'intimidation de ceux qui seraient tentés de l'imiter.

Et, comme le remarquait Halévy, d'après les considérations de Bentham, les lois se proposent d'unir dans l'esprit des hommes inséparablement les deux idées de crime et de sanction, « en sorte qu'ils en viennent insensiblement à considérer la punition comme un effet certain du délit. »

Puisque l'utilité est la justification de la sanction il faut ériger en délit tout acte qui peut être nuisible à la collectivité, c'est-à-dire tout acte dont il résulte plus de mal que de bien.

« Que permettre, que défendre ? C'est le principe de l'utilité qui répond. »³

Et, se considérant pour un instant étranger à toutes les dénominations de vice et de vertu, Bentham cherche à savoir comment il séparera les actes licites d'avec les autres. Il examine un acte attentatoire à la

1. Guyau, *Morale angl. contemporaine*, v.

2. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

3. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

sûreté d'un individu, et il compare l'avantage que cet acte procure à son auteur, avec le mal ou la perte qui en résulte pour la partie lésée. Ce mal dépasse beaucoup le profit de l'auteur ; mais ce n'est pas seulement la victime qui est atteinte ; cette action entraîne pour la société, du danger et de l'alarme. « Le plaisir résultant de l'action n'est toujours que pour un, la peine est pour mille, pour dix mille, pour tous. »¹

Cette disproportion est énorme, mais la question est encore plus troublante quand on songe que si le délit n'était pas réprimé, la crainte, l'alarme et le découragement seraient tels qu'ils auraient pour conséquence la cessation du travail, la paralysie de la vie sociale, et qu'ils provoqueraient très rapidement la dissolution de la société.

Il peut arriver que dans certains cas, dans l'hypothèse, par exemple, d'un vol insignifiant commis par un homme très pauvre au détriment d'un individu très riche, le dommage causé à la victime soit à tel point léger qu'il soit insuffisant pour justifier l'application de la peine édictée par la loi. Il n'est cependant pas possible de ne point réprimer cet acte, à cause de la perturbation qu'il a jetée dans la société et du danger dont il est pour elle une menace. « C'est ce mal qui donne à l'action le caractère du délit et qui nécessite la peine² ».

Comme la morale, la législation n'a pour fondement que l'utilité générale, le bonheur du plus grand nombre. Reposant sur le même principe, elles tendent au même

1. Bentham, *Léisl. civ. et pén.*

2. *Idem.*

but, et cependant le domaine de la morale est beaucoup plus étendu que celui de la législation ; elles ont le même centre, mais n'ont pas la même circonférence.

La législation ne peut en effet avoir d'influence sur la conduite des hommes que par des peines qui sont des maux, et dans beaucoup de cas où l'on ferait intervenir la loi, le mal de la faute serait moindre que le mal de la peine.

La morale comprend les devoirs envers soi-même qu'on désigne encore sous le nom de prudence, et les devoirs envers autrui qu'on a coutume de diviser en devoirs de probité et de bienfaisance.

Sur ces trois points la morale n'a pas au même degré besoin du secours de la loi.

Les règles de la prudence se suffisent à elles-mêmes ; la crainte de se nuire dit Bentham est un motif réprimant assez fort ; il serait inutile d'y ajouter la crainte d'une peine artificielle.

Il ne faut point traiter les gens comme des enfants ou des esclaves, dès qu'ils sentiront qu'ils se nuisent, le souci de leur conservation et de leur bonheur sera suffisant pour les ramener à de justes mesures.

Il faut réserver l'intervention des lois pour les empêcher de se nuire entre eux.

D'autre part, la répression des vices entraînerait de bien funestes inconvénients ; à la complication des lois et à la rigueur des peines, il faudrait ajouter la difficulté des preuves dont la recherche aboutirait à un véritable espionnage, à une odieuse inquisition.

Et il n'est pas malaisé de voir combien le lot des maux serait considérable pour des imprudences qui ne causeraient aucune alarme. « Le remède prétendu réparateur un effroi universel; innocent ou coupable, chacun craindra pour soi ou pour les siens; les soupçons, les délations rendront la société dangereuse; on se fuira, on cherchera le mystère, on redoutera les épanchements de la confiance.

Au lieu d'avoir supprimé un vice, la loi en aura semé de nouveaux et de plus dangereux. »¹

Il faut laisser à chacun le soin de comprendre quel est son intérêt. Si on le voyait clairement, on s'abstiendrait tout à la fois de se nuire et de nuire à autrui.

On y gagnerait ce sentiment de bienveillance, qu'il est si doux et si bon d'éprouver et qui « inspire la répugnance à faire souffrir »; le désir de l'estime des autres et la crainte de leurs blâmes suffiraient pour arrêter les mauvaises tendances et étouffer les mauvais instincts.

Un homme éclairé sur son propre intérêt ne commettrait jamais un crime même caché; la crainte de contracter une affreuse et funeste habitude détruirait en lui le charme et le bonheur de vivre. Mais la plupart des hommes n'ont ni assez de force, ni assez de sensibilité pour que leur probité se passe du secours des lois. Par un lien purement artificiel, le législateur a dû suppléer à leur misère et à leur faiblesse.

Les lois sont faites pour empêcher les hommes de se nuire. Peuvent-elles leur commander la bienfaisance ?

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

Sur ce point, Bentham considère qu'il est difficile et délicat de prendre parti.

Il estime cependant, que dans certains cas, assez restreints sans doute, la bienfaisance prend le caractère d'une obligation, et qu'à ce titre, et pour ces espèces elle devrait être pourvue d'une sanction.

Il faudrait ériger en délit, pour ne citer que quelques exemples, l'abandon d'un blessé que l'on rencontre sur une route solitaire, le fait de ne pas avertir du danger qu'elle court une personne qui, sans le savoir, manie des poisons, le refus de tendre la main à un homme qui est tombé dans un fossé d'où il ne peut sortir et où il périra fatalement si on ne lui porte point l'aide qui lui est nécessaire.

Bentham a touché là à une question longtemps discutée, et qui chez nous n'a pas encore reçu de solution.

Quant à toutes les autres formes de la bienfaisance, elles sont si nombreuses et si variées qu'elles sont du domaine de la morale plutôt que de celui de la législation.

Ce qui fait toute la beauté de la bienfaisance n'est-ce point qu'elle est volontaire spontanée et généreuse? Elle a ses caprices, ses mystères et ses charmes et elle s'exerce sur des maux si secrets que la loi ne pourrait y atteindre.

CHAPITRE III.

LE CODE PÉNAL

§ I. — DIVISION DES DÉLITS

Il paraît bien difficile d'exposer les théories pénales de Bentham, sans parler quelque peu du droit civil qui s'y trouve, du moins à l'origine, intimement mêlé.

Le droit pénal et le droit civil sont le même droit vu sous deux angles différents. Tout, dans la loi, se ramène à ces deux termes : droit et obligation.

Faire une loi, c'est créer des permissions, des défenses, dont la violation constitue un délit.

« Les droits et les obligations, quoique distincts et opposés dans leur nature, sont simultanés dans leur origine et inséparables dans leur existence. On ne peut créer un droit en faveur des uns qu'en créant une obligation correspondante imposée à d'autres. Comment me conférer un droit de propriété sur une terre ?

En imposant à tous autres qu'à moi l'obligation de ne pas toucher à ses produits. La violation du droit d'autrui, ou la méconnaissance d'une obligation envers autrui, voilà le délit. »¹

La loi civile est celle qui établit un droit, la loi pénale est celle qui, attachant une sanction à la violation de ce droit, en consacre l'existence et en assure le respect. C'est ainsi que Bentham déclare qu'une loi qui se bornerait à interdire le meurtre serait une loi civile tandis que la loi qui punit de mort le meurtrier est une loi pénale.

Toute la doctrine de Bentham est l'expression d'un parallélisme absolu entre la loi civile et la loi pénale. L'une proclame le droit à la vie; l'autre en assure le respect.

C'est là un point de vue assez personnel et nouveau: on considère généralement, en effet, qu'il n'est point besoin de loi purement civile pour interdire le meurtre; c'est un sentiment instinctif et inné qui rend à nos yeux la vie d'autrui intangible et sacrée et l'on a recours à une sanction pour le renforcer dans l'esprit des individus qui ne le possèdent pas à un point suffisant pour qu'il arrête leur bras meurtrier.

C'est le législateur qui, se proposant d'assurer le bonheur de la société fixe les droits et les obligations et établit les sanctions pour atteindre quatre buts différents: subsistance, abondance, égalité et sûreté.

La sûreté seule est du domaine du droit pénal

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

puisque seuls les actes qui lui sont contraires sont prohibés et sanctionnés par la loi.

La sûreté protège le travail de l'individu en lui en garantissant les fruits. « Si l'industrie crée, c'est la loi qui conserve »¹. L'homme n'est pas borné au présent; il vit et travaille dans l'attente d'un avenir dans lequel il ne peut avoir confiance que grâce à la protection des lois, et aux sanctions qu'elles édictent, et dont la nécessité et l'utilité justifient l'existence.

Le Code pénal est un remède, mais avant de le connaître il faut examiner les maux auxquels on devra l'appliquer, c'est-à-dire les délits, car, puisque « faire une loi pénale c'est créer un délit, la distribution des lois pénales sera la même que celle des délits »² et c'est par une division des délits qu'il faut commencer cette étude.

Et il ne faut pas oublier que nous sommes placés sous le règne de l'utilité et que l'on ne doit dans cet empire, « ranger parmi les délits que les actes qui peuvent être nuisibles à la collectivité. »³ ^A

Les délits privés, les délits contre soi-même (ou délits personnels) les délits demi-publics et les délits publics constituent les quatre branches de cette classification. Quant aux délits privés, ils se subdivisent

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

2. *Idem.*

3. *Idem.*

A) A cette conception, dont Bentham fut le défenseur dans la philosophie moderne, s'oppose celle de Kant pour qui les effets externes d'un acte sont incalculables et résultent parfois de contingences imprévues; la volonté « se manifeste sans équivoque », l'estime-t-il, dans l'acte interne qui seul, par conséquent, peut être, l'objet d'une appréciation morale.

en délits contre la personne, l'honneur ou la réputation, la propriété et la condition.

Mais suivant sa nature, tout délit a une durée plus ou moins longue.

Si l'on s'attache à l'acte même qui le constitue on constate qu'il peut durer un certain temps; il suffit de citer à titre d'exemple, le recel d'un objet, la détention d'une personne.

C'est le délit *ex acto continuo*, dont le caractère essentiel résulte de ce qu'il a une certaine durée.

Si l'on considère que le projet de commettre un acte délictueux constitue à lui seul un délit, on obtient un autre genre d'infraction, les délits *ex intentione persistente*.

D'autres délits, également continus, résultent de l'abstention d'un acte positif : c'est, par exemple, le fait de ne pas soigner un enfant, qui est dans notre droit pénal le délit d'omission et que Bentham classe dans la catégorie des délits *ex actu negativo*.

L'établissement d'une industrie insalubre est également fait continu qui rentre dans la classe des délits *ex opere manente*.

Certains actes ne deviennent des délits que parce qu'ils sont réitérés. C'est dans leur répétition que réside le caractère délictueux, chaque acte en lui-même et considéré isolément ne constituant pas une infraction punissable.

Ce sont les délits d'habitude.

Lorsqu'un individu veut commettre un délit, il arrive que par suite de l'enchaînement fatal des

circonstances, il en commette plusieurs : c'est ainsi qu'un voleur, sans aucune préméditation, peut par suite d'événements qu'il n'avait pas prévus, devenir assassin.

C'est ce que Bentham appelle un délit *ex occasione*. Enfin, bien que les criminels commettent le plus souvent seuls leurs méfaits, il peut arriver que, de concert, ou sans aucune entente, plusieurs malfaiteurs poursuivent le même but. C'est le délit *ex corporaliione*.

Pour appliquer à ces délits la peine qu'ils comportent et qu'ils méritent, il faut voir tout d'abord l'intention du coupable, et considérer d'autre part, toutes les conséquences qui auraient pu découler de l'acte qui lui est reproché.

Et c'est, en réalité, le germe de la théorie du dol éventuel que nous trouvons ici.

L'étude des remèdes que Bentham propose pour la suppression des délits, présente, par son originalité, un certain intérêt.

Ces remèdes sont de quatre sortes : préventifs, suppressifs, satisfactoirs et pénaux, selon qu'ils tendent à empêcher le délit, à en entraver l'exécution, à indemniser la victime du mal qu'elle a souffert, ou à infliger une peine, après que le délit a été commis, afin d'éviter le retour d'actes semblables.

La peine, en même temps qu'elle est une sanction utile et nécessaire, est en effet un remède préventif; c'est un des moyens les plus efficaces que Bentham propose pour prévenir les délits, mais il est intéressant de remarquer qu'il reconnaît l'existence de moyens

préventifs et directs dont certains pourraient être à la disposition de tous les citoyens, tels que le fait d'arrêter un individu suspect, de le garder, de l'amener devant la justice, de saisir les objets qu'il vient de dérober.

Il estime même que ce ne devrait pas être seulement un droit, mais plutôt une obligation qu'on devrait imposer à tous les citoyens comme un devoir auquel nul ne pourrait se soustraire.

A côté de ces moyens antijudiciaires, il en est d'autres qui ne devraient appartenir qu'aux magistrats et qui sont des pouvoirs purement professionnels.

Il suffit de citer à titre d'exemples :

L'admonestement, la promesse requise de s'abstenir d'un certain lieu, le bannissement partiel (en tous points semblable à l'interdiction de séjour) et la saisie des armes ou autres instruments destinés à servir au délit.

Mais en dehors de ces moyens généraux, chaque cas comporte des moyens spéciaux, dont il convient de laisser la direction aux officiers publics, à la condition de les réglementer d'avance par des lois, afin d'éviter tous les abus de l'arbitraire.

Et Bentham, sous la forme d'un commandement, trace la limite qu'il ne faut jamais franchir.

« N'usez jamais d'un moyen préventif qui serait de nature à faire plus de mal que le délit même. »¹

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

§ II. RÉPARATION. — DIVERSES SORTES
DE SATISFACTION.

Toutes les fois qu'un délit est commis la victime souffre d'un mal qu'il faut réparer. Pour le préjudice qu'elle a subi, la partie lésée a droit à un dédommagement. Il ne suffit pas qu'une peine soit infligée au coupable : la peine lui est nécessaire parce qu'elle doit le corriger et intimider ses émules, mais elle est insuffisante car il faut effacer les conséquences de l'acte illégal, supportées par un innocent.

C'est là tout l'objet de l'étude des « satisfactions » à laquelle Bentham a apporté un soin et une minutie vraiment remarquables.

Il définit la « satisfaction » : « le bien perçu en considération d'un dommage », ou encore : « l'équivalent donné à la partie lésée pour le dommage qu'elle a souffert. »¹

Elle est pleine lorsque l'égalité existe entre le mal du délit et le dédommagement offert; elle est imparfaite; toutes les fois que l'inégalité subsiste entre les deux termes.

Les raisons sur lesquelles Bentham fonde la nécessité d'une « satisfaction » sont au nombre de deux :

Elle est tout d'abord nécessaire pour faire cesser le trouble né du délit, pour rétablir les choses dans l'état où elles se trouvaient avant l'accomplissement de l'acte néfaste, « pour remettre l'homme qui a

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

souffert dans la condition légitime où il serait si la loi n'avait pas été violée. »¹

Elle est encore plus précieuse pour faire cesser l'alarme qu'a créée le délit, et par là elle est le complément indispensable sans lequel la peine serait insuffisante et moins efficace.

La « satisfaction » doit être celle qu'un homme normal exempt de passions, n'ait aucun regret d'avoir subi le dommage dont il a souffert et justement, au sujet de ce qu'il faut accorder, Bentham pose deux règles fermes et précises.

Il faut suivre le mal causé par le délit dans toutes ses conséquences, afin d'y proportionner la « satisfaction » et il en donne immédiatement des exemples.

S'il s'agit d'injures irréparables, il faut considérer à la fois, un moyen de jouissance et un moyen de subsistance dont l'individu se trouve privé pour toujours.

Il ne saurait exister évidemment de compensation de même nature, mais on accordera comme dédommagement une gratification périodique et perpétuelle.

S'il s'agit d'un homicide la « satisfaction » consistera dans la réparation de la perte subie par les héritiers.

Et dans le cas où un doute subsisterait quant à la gravité du préjudice subi, il faut faire pencher la balance, dit Bentham, plutôt en faveur de celui qui a souffert l'injure qu'en faveur de celui qui l'a faite.

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

Il signale à ce sujet un mal qui existe encore aujourd'hui et que ses justes réflexions ont été impuissantes à faire cesser; et il s'exprimait ainsi :

« La peine, mal qui au-delà du nécessaire est dangereux, on la répand d'une main prodigue. La satisfaction qui se transforme toute entière en bien, on s'en est montré fort avare. »¹

A ces règles, Bentham en ajoute encore deux autres, relatives à la certitude que l'on doit assurer à toute « satisfaction » pour la rendre efficace.

L'obligation de satisfaire ne doit pas s'éteindre par la mort de la partie lésée. Ce qui était dû au défunt à titre de réparation devient une créance pour les héritiers.

S'il en était autrement, le délinquant jouirait, après la mort de la victime, au moins partiellement, du fruit de ses actes, et il aurait toujours un intérêt appréciable à retarder jusqu'à la mort de la partie lésée le paiement de la « satisfaction » à laquelle il fut condamné; il pourrait ensuite profiter pendant le reste de sa vie des conséquences pour lui peut-être fort heureuses d'un acte fatal pour un innocent.

Mais le droit de la partie lésée ne doit pas s'éteindre davantage par la mort de l'auteur du dommage. C'est une dette qu'en mourant, il transmet à ses héritiers « Faire autrement, dit Bentham, ce serait encore diminuer la valeur du droit et encourager au crime. »² Et comparant l'attente de la victime à celle de l'héri-

1. Bentham, *Légis. civ. et pén.*

2. *Idem.*

tier il conclut en ces termes :

« L'attente de la partie lésée est une attente claire précise, décidée, ferme à proportion de sa confiance dans la protection des lois. L'attente de l'héritier n'est qu'une espérance vague. Qu'est-ce qui en forme l'objet ? Est-ce la succession tout entière ? Non. Ce n'est que le produit net inconnu, après toutes les déductions légitimes. Ce que le défunt aurait pu dépenser en plaisirs, il l'a dépensé en injustices. »¹

Ces principes sont d'une application très simple et très facile lorsque la « satisfaction » réclamée est d'ordre pécuniaire.

Elle est d'une application essentiellement pratique; du moins toutes les fois qu'elle est homogène au mal commis; dans ce cas, la compensation peut se mesurer exactement sur la perte, et la peine, sur le profit du délit.

Il en est ainsi lorsqu'il s'agit d'un vol. La « satisfaction » devra être égale au montant du vol, elle sera semblable au profit que le délinquant aura retiré de son méfait.

Mais il est déjà plus difficile d'accorder un semblable dédommagement lorsque le coupable n'a retiré aucun profit matériel de son acte, lorsqu'il a cédé simplement à un sentiment de jalousie, à un instinct de méchanceté, sans être mû par l'espoir d'un gain, et il devient impossible de l'attribuer lorsque, par suite de la nature du délit commis, (calomnie, diffamation)

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

on ne peut évaluer en argent ni le mal souffert par la victime, ni l'avantage du délinquant.

Mais à cause de sa simplicité, de sa sûreté et de l'exacte évaluation dont elle est susceptible, on doit la préférer à toute autre, dans tous les cas où son application est possible. Car, au caractère de « satisfaction », elle joint celui de la peine. Elle est peut-être encore plus dure qu'une peine.

« Que je paye au fisc, être de raison, avec qui je n'ai point de querelle, je ne sens que le chagrin de la perte, comme si j'avais laissé tomber cette somme dans un puits ; mais que je paye à mon adversaire, que je sois forcé à mes dépens de faire du bien à celui à qui je voulais faire du mal, c'est un degré d'humiliation qui donne à la peine le caractère le plus convenable. »¹

Mais si parfaite que soit cette « satisfaction » en raison de ses nombreuses et appréciables qualités, son emploi est néanmoins, dans bien des cas, impossible.

Il en est une, qui lui est peut-être supérieure, dans la mesure où elle peut être appliquée, car elle est encore plus sûre, et surtout plus égale à elle même : c'est la restitution en nature.

C'est certainement de toutes les « satisfactions, » la meilleure, car on ne craint pas d'être trop avare ou prodigue, et l'on évite ces deux dangers également fâcheux qui consistent, soit à demander au coupable une satisfaction inférieure au tort infligé à la victime qui souffrirait ainsi une perte regrettable, soit à accor-

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

der à celle-ci un dédommagement qui dépasserait la perte subie et qui serait ainsi pour elle une source de profit.

Si cette seconde solution peut être considérée comme préférable à la première, il faut cependant remarquer qu'elle constitue un mal et qu'à ce titre il faut l'éviter.

La restitution en nature est la seule « satisfaction » acceptable lorsqu'il s'agit de l'enlèvement d'objets qui ont pour la victime une valeur d'affection.

Mais toutes les fois qu'elle ne peut avoir lieu, on est obligé de la remplacer par la « satisfaction pécuniaire » qui est peut-être de toutes les réparations celle dont le domaine est le plus étendu. Il n'est pas cependant universel.

Lorsqu'il s'agit, non plus d'un délit contre la propriété mais d'un délit contre l'honneur ou la réputation, la « satisfaction pécuniaire » devient insuffisante parce qu'elle est inadéquate.

Pour les délits contre la réputation qui ont leur source dans le mensonge, il faut avoir recours à la « satisfaction attestatoire » qui consiste à rétablir la vérité et à la faire connaître d'une manière évidente.

Quant à la façon dont l'erreur sera détruite, la forme en est variable; elle pourra consister le plus souvent en impressions ou insertions dans des journaux nationaux ou étrangers.

Et Bentham avoue que l'idée de cette « satisfaction » essentiellement utile et simple est née de la jurisprudence française.

« Qu'un homme ait été calomnié, les Parlements

ordonnaient presque toujours que la sentence qui rétablissait sa réputation serait imprimée et affichée aux frais du calomniateur. »¹ Et le Code de 1810 est resté fidèle aux traditions de la vieille jurisprudence des Parlements.

Mais lorsque au lieu d'une assertion mensongère et formelle, on se trouve en présence d'un faux bruit, indécis mais calomniateur, lorsque au lieu d'un terme injurieux mais précis, on se trouve en face d'une vague et perfide diffamation qui amène sur un innocent le mépris public, la « satisfaction attestatoire » est inefficace.

Rien n'est plus dangereux et surnois que la calomnie et en quelques lignes qu'il vaut mieux citer que résumer, Bentham expose comment elle se répand et fait ses ravages.

« Qu'une injure criante soit ou ne soit pas méritée, c'est ce dont on ne daigne pas s'enquérir; non seulement son insolent auteur en triomphe, mais c'est à qui pourra l'aggraver. On se fait honneur d'accabler le malheureux; l'affront qu'il a subi le sépare de ses égaux, et le rend impur à leurs yeux comme une excommunication sociale. Ainsi le vrai mal, l'ignominie dont il est couvert est bien plus l'ouvrage des autres hommes que du premier offenseur : il n'a fait que montrer sa proie, ce sont eux qui la déchirent; il ordonne le supplice, ils sont les bourreaux. »²

1. Bentham, *Législ. civ. et pén*

2. *Idem.*

Contre ces sortes de maux, le Moyen-âge n'a connu d'autre remède que le duel, « remède subsidiaire par où la sanction populaire a voulu suppléer au silence des lois. »¹

On pensait que l'issue d'un duel n'était que l'expression de la volonté et de la justice divines.

Les conséquences du duel sont, aux yeux de Bentham les suivantes :

Le duel fait cesser le mal du délit. L'outrage est effacé et réparé, car « le déshonneur n'est pas à recevoir une insulte, mais à s'y soumettre. »²

Le duel est une peine, et par là même prévient la reproduction d'actes semblables et c'est à ce titre que Bentham affirme que « l'homme courageux qui, dans le silence de la loi, s'expose lui-même pour punir une insulte, coopère à la sûreté générale en travaillant à la sienne propre. »³

Cependant c'est une peine bien mauvaise et qui présente de graves défauts :

Le duel, considéré comme peine, est inefficace, car il n'est pas accessible à tous les individus, et parce qu'il subsiste un sentiment général d'estime pour celui qui a couru les risques d'un duel, même si le sort le voulut moins heureux que son adversaire.

C'est une peine trop dispendieuse; si parfois elle est nulle, elle peut être capitale; le duel offre autant d'aléa pour la victime qui demande la juste réparation d'un

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

2. *Idem.*

3. *Idem.*

outrage que pour son agresseur. Et c'est dans ce sens qu'on peut dire que cette peine est mal fondée.

Si la victime ne réclame pas par les armes la réparation du délit, le premier mal est aggravé par un second : au défaut de courage s'ajoute le défaut d'honneur.

Considéré comme une branche de la justice pénale; Bentham avoue que le duel est « un moyen absurde et monstrueux »; cependant il estime qu'il remplit fort bien « son objet principal : il efface entièrement la tache qu'une insulte imprime à l'honneur. »¹

Malgré tous ses défauts, la pratique du duel est conforme en tous points au principe de l'utilité. Il est nécessaire que l'homme insulté réclame la réparation de l'outrage subi; car si il ne l'exige pas il restera sans cesse exposé à une série continue d'affronts du même genre. Et cependant pour vouloir effacer l'insulte par un moyen aussi périlleux, il faut être singulièrement courageux.

Or, le courage n'est peut-être pas un sentiment aussi naturel qu'on pourrait le supposer. L'instinct primordial, et de tous, le plus fort, est sans conteste celui de la conservation, qui est souvent en lutte avec le sentiment d'un courage sans doute nécessaire, mais qui peut avoir des conséquences fatales.

Néanmoins il est utile, non seulement aux individus, mais surtout à la société; il naît et se développe sous l'influence de l'honneur.

« La sûreté extérieure de l'Etat contre ses rivaux,

1. Bentham, *Législ. civ. et pén*

dépend du courage de ses guerriers : la sûreté intérieure de l'Etat contre ces guerriers dépend du courage répandu dans la masse des autres citoyens. En un mot le courage est l'âme publique, le génie tutélaire, le *palladium* sacré par lequel seul on peut se garantir de toutes les misères de la servitude, rester dans l'état d'homme, et ne pas tomber au dessous des brutes. »¹

Celui qui accepte une insulte sans en demander la réparation, ne fait pas seulement preuve de lâcheté, mais il se révolte et s'insurge contre la sanction populaire qui est « le ministre le plus actif et le plus fidèle du principe de l'utilité. »²

Par suite de l'insuffisance du duel comme sanction Bentham propose toute une série de satisfactions, nombreuses et variées pour s'adapter à la diversité des délits, nouvelles et inaccoutumées pour réparer l'insuffisance des moyens anciens. Elles se ramènent presque toutes à l'idée du talion, car il faut frapper l'imagination. Il faut, pour punir l'offenseur, employer un moyen analogue à celui dont il s'est servi pour semer le mépris sur sa victime.

Toute « satisfaction » ainsi obtenue par la partie lésée au détriment du coupable est un plaisir qui naît de l'assouvissement du désir de vengeance qui doit être cultivé, car, dit Bentham, le plaisir vindicatif est bon au même titre que les autres, pour l'individu et pour la société. « C'est cette satisfaction vindicative qui délie la langue des témoins; c'est elle qui

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

2. *Idem.*

anime l'accusateur et l'engage au service de la justice, malgré les embarras, les dépenses, les inimitiés auxquelles il s'expose. C'est elle qui surmonte la pitié publique dans la punition des coupables. »¹

Et l'on est étonné de trouver un tel appel à un penchant si bas et si dangereux dans une doctrine purement utilitaire qui dénie aux hommes le pouvoir de se laisser guider avec justesse par leurs sentiments et quand on sait au surplus, qu'essentiellement néfaste il est un germe de perversité pour l'individu, et de dissolution pour la société.

On a renoncé à prendre le sentiment pour base de la justice, car, trop rigoureux ou trop doux il est fatalement injuste, mais, inhumaine et cruelle, la vengeance est aveugle.

Le plus souvent, et même presque toujours, la satisfaction doit être accordée par l'auteur du délit. Il est naturel qu'il en soit ainsi tant au point de vue moral qu'au point de vue pénal; les raisons de cette règle sont si simples et si évidentes, qu'il est inutile d'insister; mais il peut arriver que cette réparation, pour des raisons diverses, ne puisse être exigée du délinquant; le dommage doit être cependant réparé; dans ce cas il le sera par un autre que le coupable.

Parmi les individus auxquels on ne réclame pas la réparation des fautes qu'ils commettent, il faut citer tout d'abord les serviteurs, à la responsabilité desquels, pour un double motif on substitue celle de leurs maîtres : pour une raison de sûreté, car le maître, responsable des fautes de ses domestiques, les choisira

et les surveillera mieux, et pour une raison d'égalité, parce qu'il est toujours plus fortuné que ses serviteurs.

« Dès qu'il existe un mal inévitable entre deux individus, il vaut mieux en rejeter le poids sur celui qui a le plus de moyens pour le soutenir. »¹

Bentham esquisse dans ces quelques mots toute la théorie moderne du risque qui commence à se faire jour dans le domaine du droit civil.

La substitution de la responsabilité du maître à celle du serviteur peut avoir bien des inconvénients, mais Bentham déclare, en guise de consolation, que la situation serait pire si la solution était différente.

D'ailleurs, elle ne doit pas être, selon lui, absolument uniforme, et il ne faut pas que dans tous les cas, un serviteur négligent, imprudent ou criminel puisse aisément se décharger des conséquences de ses actes. Mais même dans les cas où il convient que cette responsabilité incombe au maître il faut la faire varier suivant le degré de liaison qui existe entre lui et son serviteur, et selon la nature et la durée du service demandé.

Présomption de négligence de la part du maître, et présomption d'une fortune supérieure, telles sont les deux raisons fondamentales de cette substitution.

Pour des motifs un peu différents mais également plausibles, on a substitué à la responsabilité du pupille celle du tuteur quand ce dernier s'est rendu coupable d'une faute ou d'une négligence; mais si la fortune

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

du pupille est suffisante pour qu'il puisse réparer le dommage, c'est lui qui doit la « satisfaction », car la tutelle n'est pour le tuteur qu'une charge qu'il serait injuste de rendre encore plus lourde.

Le père est responsable du fait de ses enfants, à la fois pour les raisons qui ont fait admettre la responsabilité du maître pour les fautes de ses domestiques, et parce qu'il possède sur eux « l'ascendant de l'affection ».

C'est lui qui les façonne à son gré, et qui est « réputé être l'auteur de toutes les dispositions qu'ils manifestent. »¹

Cette charge est la contre-partie des avantages que confère au père la puissance paternelle grâce à laquelle l'enfant fait partie de son patrimoine.

Mais elle cesse avec la minorité car on ne peut pas rendre le père responsable des vices que l'enfant aurait contractés après sa majorité et parce que, « après tout ce qu'il a souffert dans l'intérieur de sa famille, le déchirement qu'il éprouve par l'inconduite ou le déshonneur d'un fils est un genre de peine que la nature lui inflige et que la loi n'a pas besoin d'aggraver.

Ce serait verser du poison sur ses plaies, sans espoir ni de réparer le passé, ni de s'assurer contre l'avenir. »²

Le législateur doit avoir avant tout le souci d'accorder une « satisfaction » à tous les délits sous forme

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

2. *Idem.*

de compensation pécuniaire; mais tout dédommagement suppose une certaine fortune; afin de ne pas le rendre nul lorsque le délinquant est insolvable, il faudrait établir une caisse composée des ressources provenant du travail des délinquants. Mais on comprend que ces ressources seraient insuffisantes, et si la victime ne peut pas obtenir du délinquant la compensation qu'il lui doit, c'est la société toute entière qui doit la lui fournir, à moins que l'on n'établisse des assurances qui indemniserait la victime d'un délit dans tous les cas où son auteur serait inconnu ou insolvable.

§ III. — LES PEINES.

Règle de proportion entre les délits et les peines; diversité des peines : justification; choix des peines; pouvoir de pardonner.

La « satisfaction » que l'on doit accorder à la partie lésée est une conséquence nécessaire du délit. Réparer les désastres de l'acte commis est déjà un résultat heureux, auquel il serait cependant insuffisant de vouloir toujours s'arrêter; il ne faut pas seulement effacer le passé, il faut assurer un avenir paisible : et c'est précisément le but principal des peines.

S'inspirant des idées de Beccaria, Bentham estime que toute législation doit être édictée, non pour faire oublier le délit en faisant subir au coupable un châtiment que certains croient nécessaire pour lui

faire expier son crime : la société ne peut pas vivre de rêveries morales ou religieuses; mais pour des considérations beaucoup plus pratiques et prosaïques, pour des raisons de sécurité générale, afin que l'individu coupable ne récidive pas, et pour que d'autres coupables éventuels soient suffisamment détournés, par la crainte de la peine, du désir pernicieux de l'imiter.

Et pour cela il faut que le mal de la peine surpasse l'avantage du délit, car dans l'hypothèse contraire le délinquant trouverait un intérêt à supporter une peine qui lui paraîtrait légère à côté des avantages qu'il aurait obtenus et dont il pourrait ensuite profiter.

Mais si la peine doit surpasser le profit que le coupable a retiré de son acte, il faut qu'elle le dépasse seulement dans la stricte mesure où elle est indispensable, car, rien de trop, telle est la sage maxime de l'utilitarisme.

Infliger la peine juste suffisante pour que l'individu ne commette pas dans l'avenir un semblable délit, et pour que d'autres ne l'imitent pas, c'est là toute l'essence et tout le secret de la règle de la proportion entre les délits et les peines.

Puisque toute peine est, par sa nature, un mal, elle ne doit avoir que le « degré de sévérité absolument nécessaire pour remplir son but »;¹ c'est ce que Bentham appelle la propriété de frugalité ou d'économie de la peine.

1. Bentham, *Traité des peines*.

Ce degré de sévérité devra se conformer au degré de gravité du délit et varier selon les coupables, suivant toutes les circonstances qui influent sur la sensibilité; un maximum et un minimum entre lesquels le juge pourra se mouvoir assureront à la peine cette souplesse nécessaire en supprimant les abus d'un arbitraire tyrannique et redoutable.

La peine doit être commensurable et divisible; à un certain délit doit correspondre une certaine peine, plusieurs années d'emprisonnement par exemple, auxquelles viennent s'ajouter quelques autres années lorsque survient une cause d'aggravation.

C'est ainsi que le Code pénal de 1791, inspiré des mêmes idées édictait, pour réprimer le vol, une peine de quelques années de fer, dont le nombre s'augmentait de deux nouvelles années toutes les fois qu'une circonstance aggravante accompagnait le délit.

La peine n'est pas seulement un moyen de contrainte, une terreur imposée au coupable. Si on la considérait comme une compensation nécessaire du délit commis, on ajouterait simplement un second mal au premier.

Mais elle possède une valeur d'intimidation, et n'est édictée que pour la sécurité de l'avenir. La peine n'est pas l'expression d'un acte de colère, de haine ou de vengeance; ce n'est qu'un « sacrifice indispensable pour le salut commun ».¹

Elle possède aussi une valeur éducative. Il faut

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

qu'en sortant de prison le condamné ne se livre pas à de mauvaises actions, non seulement par la crainte de subir une nouvelle peine, mais parce qu'il se sera opéré en lui un changement tel qu'il sera incapable de les commettre. C'est sur les motifs qui l'ont déterminé précédemment qu'il faut agir car toute prison doit être une maison de correction et de réformation.

Il faut enfin que la peine soit rémissible, qu'elle puisse toujours être effacée si l'on découvre que c'est à tort et par erreur qu'elle fut un jour infligée, puisque la justice humaine, fatalement est faillible.

Les hommes n'ont en effet aucun critérium certain pour distinguer le vrai d'avec le faux.

« Faibles et inconséquents que nous sommes, nous jugeons comme des êtres bornés et nous punissons comme des êtres infallibles ! »¹

Ce qui frappe lorsqu'on étudie les délits, c'est tout d'abord et surtout leur extrême diversité; une seule peine ou un seul genre de peine serait une protection insuffisante et inefficace : il faut des moyens de répression appropriés au genre et à la gravité des délits.

On peut diviser, semble-t-il, de la façon suivante les peines étudiées par Bentham :

Peines corporelles, peines restrictives, peines actives et peines perpétuelles.

Les peines corporelles afflictives, dont le fouet était la peine type en Angleterre lui paraissaient détestables ; si elles sont susceptibles de degrés, elles sont essentiel-

1. Bentham, *Législ. civ et pén.*

lement inégales et arbitraires, car, selon les conventions passées entre le coupable et le bourreau elles pouvaient aller de la douleur la plus légère jusqu'à la mort, en passant par une infinité de degrés intermédiaires.

Les peines indélébiles sont un genre de peines corporelles qui ne peuvent être appliquées à la répression de nombreux délits car elles n'existent pas à un degré léger.

Ce sont des peines dont les conséquences sont ineffaçables. Elles consistent en stigmates ou en mutilations, et ne pourraient donc se concilier qu'avec un emprisonnement perpétuel, et l'on est plongé dans ce dilemme : entretenir éternellement un infirme dont le travail par suite de la mutilation infligée serait nul, et alors cette peine serait trop dispendieuse, ou abandonner le condamné à lui-même et le vouer ainsi à une mort plus ou moins lointaine, mais certaine et cruelle.

Si ces mutilations offrent un inconvénient qui résulte de leur irrémissibilité, elles en présentent un autre, aussi grand aux yeux de Bentham : c'est qu'elles se confondent aisément avec des accidents naturels. C'est pour ce motif et pour des raisons d'économie qu'il est, à son sens, préférable de renoncer à l'application de ces peines ; mais il n'abandonne point cependant complètement l'idée de la flétrissure ; il la déclare efficace et utile envers des malfaiteurs dangereux qu'il y aurait intérêt à signaler à la société, et il la préconise comme moyen de sûreté pour retrouver, après une évasion, des individus condamnés à l'emprisonnement perpétuel. « C'est comme une chaîne

qui les lie, parce que la prison devient leur asile, et qu'ils seraient plus mal dehors que dedans. »¹

Les stigmates indélébiles sont destinés à représenter à l'imagination l'idée du délit; pour les faux-monnayeurs la marque d'une pièce de monnaie courante sur chaque joue serait un emblème caractéristique.

Mais ces marques perpétuelles ne sont à nos yeux que des moyens barbares qui rendent ineffaçable le souvenir du crime commis. Et que pensait Bentham du caractère de rémissibilité d'une telle peine ? Si après la découverte d'une erreur sur sa culpabilité on remet en liberté cet individu quel moyen aura-t-il de faire croire à son innocence alors que chacun pourra voir sur ses joues, pendant toute sa vie, qu'un jour il fut considéré comme un faux-monnayeur ?

Et même s'il le fut, pourquoi après sa libération montrer à tout le monde le crime qu'on lui reprocha; pourquoi exposer à jamais cet homme au mépris de la société, pourquoi l'empêcher de se reclasser puisque toute peine doit être éducative, puisque tout libéré devrait être amendé ?

La peine restrictive par excellence est celle de l'emprisonnement. Bentham la considérait comme l'une des plus mauvaises peines à cause de l'état lamentable des prisons qui possédaient de redoutables éléments de perversion.

Les individus qui y pénètrent, pensait-il, perdent à la fois leur honneur et leur courage; abandonnés à

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

l'oisiveté ils tombent dans un milieu de gens complètement pervers; ils succombent à leur influence et l'égalité s'établit dans le sein de cette société; ils se haussent au rang du plus criminel et le crime devient leur seule émulation, leur seul but et leur orgueil. On ne fait rien pour éviter à des hommes dont la vertu et l'honneur ne sont pas pour toujours éteints, la perte irrémédiable à laquelle on les voue. Et Bentham a senti que le moment le plus délicat et peut-être le plus dangereux à la fois pour le condamné et pour la société, est le jour de la libération. On ne devrait pas le rendre à la liberté sans précaution; il faudrait réadapter progressivement l'individu pour lequel la vie sociale n'a plus existé pendant un temps, si l'on veut éviter le spectacle lamentable des grandes villes sur lesquelles se précipitent les malfaiteurs libérés « comme des loups qui après un long jeûne se trouvent placés dans une bergerie. »¹

Le confinement territorial et le bannissement défini ou indéfini quant à la durée, sont des peines plus économiques que l'emprisonnement, mais le bannissement est une peine fort inégale; elle varie suivant le sentiment d'attachement qu'a l'individu pour son pays; certains seraient désespérés à la pensée d'un tel exil, d'autres n'y verraient que le plaisir d'un voyage, ou un moyen inattendu mais fort agréable d'échapper aux poursuites de leurs créanciers.

Parmi les peines actives, celle des travaux forcés

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

est une des plus rationnelles. On a maintes fois remarqué que toute occupation prolongée au-delà d'un temps raisonnable devient désagréable; les condamnés aux travaux forcés peuvent être indifféremment assujettis à tous les travaux; une de leurs principales occupations consistait autrefois à ramer sur des galères.

En Russie et en Hongrie, les forçats étaient employés à l'exploitation des mines, ce que Bentham considérait comme une désastreuse idée, car le travail de ces individus dans les mines dégradait le métier et attachait à son exercice une sorte d'ignominie. Mineur et criminel risqueraient, disait-il, de devenir synonymes.

Cette peine offre d'appréciables avantages; elle est convertible en profit, et par là économique, très divisible dans sa durée et dans son intensité, et exemplaire car le travail auquel sont astreints les condamnés est marqué du sceau de la servitude.

La déportation est certainement de toutes les peines celle dont l'histoire présente le plus d'intérêt.

Avant la guerre de l'Indépendance, l'Angleterre se débarrassait des malfaiteurs dangereux en les transportant en Amérique; malgré le mécontentement de l'Amérique, le gouvernement anglais invoquait l'impérieuse nécessité qui l'obligeait à se débarrasser d'une façon définitive de ces éléments de trouble et de révolte.

Les convicts étaient remis au capitaine d'un navire qui se chargeait à ses frais du transport. Ceux qui pouvaient payer leur voyage étaient libres lors de leur arrivée; la peine se transformait pour eux en un banni-

sement que venait adoucir encore leur admission dans certaines familles.

Ceux qui étaient pauvres, ou moins adroits (car ils n'avaient pas eu la chance de commettre un délit fructueux) étaient, en arrivant, vendus comme esclaves à des colons.

Pour eux la peine ne différait guère de celle des travaux forcés à perpétuité.

L'Indépendance vint mettre un terme à ces abus qui avaient duré plus d'un siècle. Botany-Bay fut désignée comme centre de déportation; le gouvernement fait tous les frais de transport, et les individus sont, dans cette colonie, placés sous l'autorité d'un gouverneur. L'obligation du travail est absolue, et non plus que la liberté, elle ne peut être rachetée par de l'argent.

L'exemplarité de cette peine est rendue nulle par la distance, elle ne permet en aucune manière l'amendement des coupables qui vivent ensemble et travaillent en commun; ils sèment l'effroi parmi la population, ils continuent à vivre de délits et de crimes, et ils sont redoutés à tel point qu'en 1796, cinq crimes durent rester impunis, malgré les fortes présomptions de culpabilité recueillies, car aucun témoin n'osa se présenter.

Mais s'ils nuisent à la colonie, ils ne nuisent plus à la métropole qui s'assure ainsi la sécurité qu'elle désire.

Il n'était pas impossible de revenir d'Amérique en Angleterre; les relations étaient faciles et assez régulières, mais de Botany-Bay, la distance est telle que

lorsqu'ils quittent leur patrie les convicts doivent abandonner tout espoir de retour. Les souffrances qu'ils endurent sont affreuses et parfois cruelles.

On les rassemble sur les bords de la Tamise où ils séjournent plusieurs mois avant de s'embarquer; puis lorsqu'ils sont assez nombreux pour remplir un bateau, le vaisseau lève l'ancre et s'éloigne. Ils vivront ainsi pendant cinq ou six mois, enfermés dans des cages, mourant de faim, souffrant du froid, de la chaleur et des épidémies qui les éprouvent à tel point qu'un dixième d'entre eux meurt régulièrement en mer et qu'en 1799 l'effectif fut réduit exactement d'un tiers.

Condamner des hommes à la déportation, c'est souvent en réalité les condamner à mort; c'est leur infliger une peine dont on ignore toutes les conséquences, c'est leur appliquer une sanction indéfinie, c'est les livrer avec un dédain complet de leur sort, à la colère des flots et au hasard de leur destin.

Elle est plus terrible encore qu'une peine capitale, car la mort à laquelle elle aboutit ne vient qu'après bien des douleurs et des tortures. Dans la peine de mort la souffrance ne dure que quelques instants, et ce châtiment est cependant réputé d'une façon générale être le plus redoutable de tous. Par l'élimination des coupables, il procure un moyen efficace de sécurité; mais il est très inégal car il varie suivant le degré d'attachement à la vie, et il n'est pas aussi exemplaire qu'on pourrait le supposer : beaucoup de mal-fauteurs préfèrent la mort à un emprisonnement perpétuel, ils se sont habitués à l'envisager comme un

risque de leur entreprise, et ils l'acceptent comme un accident naturel.

Enfin, la peine de mort perd chaque jour de sa popularité et toutes les fois qu'un conflit s'élève entre les préjugés établis et les lois, l'opinion publique triomphe de celles qu'elle jugeait iniques et tyranniques.

Les lois impopulaires tombent rapidement en désuétude; il y a déjà très longtemps, Platon, dans sa République, ne disait-il pas que « les lois ont pour fondement non des rochers et des chênes mais les mœurs d'une cité. »

Et la peine de mort est irrémissible; c'est surtout pour cette dernière raison que Bentham s'en déclare pour toujours l'adversaire. Il est retenu par ce sentiment si humain et si juste que Jules Simon appelait la peur de l'irréparable. L'avenir peut nous apprendre ce que le présent n'a pu découvrir; il faut laisser au lendemain la possibilité de réparer l'erreur de la veille. Et il faut que l'avenir puisse effacer les effets d'une haine ou d'une crainte excessive.

Pas plus que la vie, la répression ne doit être éternelle; sa nécessité présente est la mesure de sa justification et il est bien peu de nations qui ne connaissent le droit de grâce.

Pour Bentham cependant, ce droit est un mal. Il faut comme l'avait déjà dit Beccaria appliquer la peine édictée par la loi, si elle est juste, car la grâce est un correctif regrettable de sa sévérité.

« Faites de bonnes lois et ne créez pas une baguette magique qui ait la puissance de les annuler. Si la peine

est nécessaire, on ne doit pas la remettre; si elle n'est pas nécessaire, on ne doit pas la prononcer. »¹

§ IV. — MOYENS INDIRECTS DE PRÉVENIR LES DÉLITS.

La peine est un mal nécessaire établi pour la sauvegarde d'un bien général et supérieur : la sécurité de la société.

Mais à plusieurs points de vue, c'est un mal, et il faut, autant que possible, essayer de l'éviter.

Elle ne peut intervenir qu'après que le délit commis a produit ses funestes conséquences ; son pouvoir d'action est fatalement assez restreint ; elle ne peut enfin s'appliquer qu'aux manifestations matérielles d'une volonté coupable, et elle est impuissante à atteindre des intentions pernicieuses mais cachées.

La répression s'impose certainement après tout délit, mais à de telles mesures il faut toujours préférer les moyens préventifs ; on évite ainsi deux maux : le délit, et la peine.

Tous ces moyens se ramènent à deux idées : ôter la connaissance du mal et détruire la volonté de le faire, en substituant au désir de le commettre la volonté de faire le bien.

Ce n'est point en mettant les hommes dans l'impossibilité d'acquérir des connaissances dont ils pourraient tirer un fâcheux parti qu'on peut les empêcher de se rendre, par leurs actes, nuisibles. Ce moyen est inconcevable, car il faudrait maintenir l'humanité dans un

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

degré d'ignorance à peu près absolue, ce qui au surplus est inutile, car l'expérience a montré que la diffusion des connaissances et des lumières n'a pas amené une multiplicité correspondante de délits mais que la loi fatale de l'évolution les a tout simplement diversifiés.

Les seuls moyens indirects que l'on puisse employer sont ceux qui ont pour but de diriger vers une fin salubre la volonté humaine en substituant aux désirs dangereux de saines inclinations, en faisant perdre aux hommes l'habitude de l'oisiveté et en leur faisant sentir toute la satisfaction qui naît d'une activité sagement employée.

Il n'existe pas dans le cœur humain de passions essentiellement mauvaises, il suffit seulement de savoir les diriger.

« Ce sont des arbres qui portent des fruits excellents ou des poisons, selon l'exposition où ils se trouvent, selon la culture du jardinier, et même selon le vent qui règne et la température du jour. »¹

Il faut faire souffler un vent favorable; c'est l'œuvre et le devoir de la société de créer cette atmosphère élémentaire et propice. On y parvient par la culture de tout ce qui est agréable et beau, et en particulier par celle de tous les arts et de la littérature.

Mais il faut que tout le monde soit assuré de trouver dans les lois, et surtout dans les lois répressives, une garantie suffisante; les sentiments de vengeance s'affaiblissent ainsi et disparaissent, au moins dans leurs manifestations; « couvert du bouclier de la justice » chacun se sent en sécurité.

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

Il faut surtout que les lois protègent l'honneur plus qu'elles ne le faisaient en Angleterre, au temps où vivait Bentham. Il trouvait à cet égard la jurisprudence française très supérieure à toutes les autres, et surtout à la législation anglaise pour laquelle dans un délit contre l'honneur la perte d'argent qui pouvait en être la conséquence avait seule de l'intérêt, et il en parlait en ces termes :

« Elle considère l'argent comme le remède à tous les maux, le palliatif de tous les affronts, et l'équivalent de toutes les insultes. »¹

Enfin, lorsque les lois sont insuffisantes, il faut se montrer indulgent pour le duel qui est certainement un mal mais qui est moins nuisible et moins néfaste, que les conséquences qu'entraînerait sa prohibition, car dans les pays où le duel n'existe pas, les assassinats, les empoisonnements, les vengeances inassouvies troublent la paix du pays et sèment partout la crainte et la discorde.

Pour prévenir le délit principal, il faudrait réprimer ce que Bentham appelle des délits successifs et ce que nous désignerions plutôt du nom d'actes préparatoires et de tentative.

Il faudrait cependant punir ces délits de peines moins fortes que le délit principal afin que le délinquant ait intérêt à s'arrêter sur cette pente et à ne pas exécuter ce que ses néfastes desseins lui avaient fait décider.

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

Bentham suppose par conséquent le désistement volontaire de l'agent, et l'on peut à juste titre s'étonner, qu'après un acte, dont on doit savoir à l'auteur un certain gré, il veuille sévir contre lui. Si la tentative ne reste à cet état que par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, il serait injuste de le laisser impuni et de donner ainsi une prime à un heureux hasard ou à sa maladresse.

Mais si, après avoir préparé son délit, le délinquant ne le commet pas par suite d'un désistement volontaire, pourquoi son acte serait-il réprimé ? Une peine, quelle qu'elle soit, lui ferait peut-être regretter de n'avoir pas exécuté ses premiers projets.

Elle serait inutile, car ce serait un mal qui n'aurait point l'excuse de la nécessité, et elle serait injuste. Enfin, par exception, elle s'appliquerait à des intentions qui appartiennent au domaine de la morale et non point à celui du droit pénal.

Et la crainte et l'alarme semées ainsi dans la société ne seraient-elles pas pires que le mal dont elle fut un instant menacée ? Et des intentions qui ne troublerent en rien son calme, ne sont-elles pas de ces choses qu'il vaut mieux ignorer plutôt que de les connaître ?

Mais il est une chose que l'on semble trop souvent méconnaître : c'est que l'indigence est l'une des principales causes de tous les délits.

La pauvreté, la misère, poussent l'homme à commettre bien des crimes ; c'est un motif à peu près irrésistible, car il faut une dose de vertu et d'abnégation vraiment surhumaines pour se résoudre à se sen-

tir mourir un peu chaque jour. A côté de la perspective certaine d'une mort affreuse, toute autre peine paraît bien douce.

A de tels maux, il n'est que deux remèdes : l'épargne et la contribution volontaire.

Mais la ressource de l'épargne est insuffisante ; elle est même inexistante pour une classe nombreuse composée de tous ceux qui, par le produit de leur travail, gagnent exactement ce qu'il faut pour ne point mourir de misère et de faim.

Il ne reste que la ressource des contributions volontaires, fort incertaine, car elle dépend de la fortune et de la générosité humaines, et très inégale, car les plus vertueux, pour soulager des misères, s'imposeront parfois des sacrifices méritoires.

Enfin Bentham estime, dans un raisonnement infiniment utilitaire et calculateur, que l'on retrouve avec un profond déplaisir lorsqu'il s'agit de sentiments si spontanés dans leur nature et dans leurs manifestations, « que c'est une sympathie tendre, mais triste, qui préside à ces actes généreux.

« Ce n'est pas l'espoir d'un plaisir qu'on achète à ce prix, c'est le tourment de la pitié dont on veut se libérer par le sacrifice. »¹

Mais ne serait-ce point l'indice d'un cœur généreux et compatissant, capable des plus beaux sacrifices, que de ne pouvoir supporter sans essayer de le diminuer et de l'adoucir, le malheur qui frappe des étrangers ?

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

La vue du malheur d'autrui nous afflige par égoïsme à tel point, pensait Bentham, qu'il faut infliger au coupable la peine prononcée contre lui avec des solennités qui produisent sur l'imagination des spectateurs une impression qui les détourne de semblables desseins; il faut établir entre le délit et la peine une liaison telle que la peine semble le reflet immédiat de la faute.

Il faudrait développer chez les individus les sentiments de bienveillance en détruisant en eux tous les préjugés qui en font des ennemis. Le mobile de la religion ne serait peut-être pas inutile; mais le pouvoir spirituel et le gouvernement temporel doivent rester entièrement séparés; trop de pays ont souffert de leurs perpétuelles discordes que la séparation peut seule éviter. Les rivalités sont fatales entre ces deux pouvoirs et « les malheureux peuples n'ont qu'une alternative : proscrits ou damnés, ils sont placés entre la crainte du glaive civil et celle du feu éternel ».¹

Le seul secours qu'elle puisse apporter résulte de ce qu'elle donne au serment une force nouvelle, en ajoutant un lien religieux au lien moral.

Mais c'est à tous égards une question de sentiment personnel qui confine à la morale la plus intime bien plus qu'à la législation pénale.

Le tourment des châtimens éternels que promet la religion aux coupables peut être un frein pour certaines natures, mais la réalité montre chaque jour que pour la grande majorité ce lien est impuissant.

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

Ces tourments sont si lointains que pendant tout le reste de la vie on n'y songe guère; la peine est si éloignée du délit qu'elle perd toute sa valeur.

C'est pour ces raisons qu'il faut, dans l'administration de la justice, que la sanction soit appliquée assez rapidement pour que dans l'esprit humain le châtiement suive le crime nécessairement.

CHAPITRE IV

ORGANISATION JUDICIAIRE

Bentham avait été tristement frappé de l'état de la justice en France; il avait suivi avec un soin louable et assidu les travaux de la Constituante qui, au mois de mars 1790, avait décidé de fondre dans un moule nouveau les institutions judiciaires surannées qui avaient permis tant d'abus. Il vit à ce moment l'occasion d'exposer toutes ses idées dont quelques-unes ont triomphé, bien longtemps après sa mort.

Ces institutions qui n'eurent point besoin pour s'effondrer de chocs violents et répétés, étaient une cause de ruine pour la France.

La justice était patrimoniale; le droit de juger se perpétuait dans les familles; il suffisait de montrer son état civil afin de prouver sa filiation et il était inutile de posséder quelque talent ou quelque mérite.

L'arbitraire régnait en maître; la confusion des pouvoirs aboutissait à des scandales; la multiplication des juridictions était telle que les plaideurs ne pouvaient arriver à savoir quelle était celle qui était compétente pour juger leurs différends; le droit d'appel était indéfini, et les délais se succédaient à tel point que les procès, s'éternisant, duraient parfois plus longtemps que la vie des plaideurs.

Bentham aurait voulu opposer à cette lamentable situation un système très simple qui se réduisait à quelques réformes : suppression des frais, diminution des délais, publicité de la procédure, établissement de lois si claires qu'elles puissent être comprises par tous ceux qui ont besoin de leur secours sans qu'il leur soit nécessaire d'avoir recours au ministère d'un homme de loi, que rend indispensable une législation ténébreuse et trop compliquée.

Le spectacle de l'organisation judiciaire en Angleterre n'était guère plus réconfortant; les juges, rendant une justice ambulatoire, se déplaçaient périodiquement, et à des époques déterminées d'avance parcouraient les villes de leur ressort. L'intervalle qui existait entre deux assises était souvent de six mois, pendant lesquels les prisonniers restaient enfermés, et il n'était pas rare qu'après une très longue détention un acquittement ne vienne consacrer l'innocence de l'accusé. Bentham n'hésitait pas à déclarer cet état : « horrible pour un innocent et trop cruel pour un coupable », ¹

1. Bentham, *Organisation judiciaire*.

Et guidé par son souci d'économie, il disait : « Combien de souffrances perdues pour l'exemple; combien de mal sans compensation ! »¹

Pendant le temps qui s'écoulait entre deux assises les preuves disparaissaient, des plaignants transigeaient avec leur agresseur, des témoins mouraient ou quittaient la ville sans esprit de retour.

L'intervalle qui séparait le crime de la peine affaiblissait et anéantissait presque complètement l'impression qu'elle aurait pu produire si la sentence avait été rendue plus promptement.

Bentham réclamait l'établissement de juges stationnaires qui, à la connaissance plus parfaite du délit commis, n'auraient pu manquer de joindre une célérité appréciable, tant pour le coupable auquel on éviterait ainsi les souffrances inutiles d'une attente douloureuse, que pour l'exemplarité de la peine, plus efficace encore si le châtiment suit le crime d'une façon aussi immédiate que certaine.

Il demandait également la fixation par la loi de la compétence territoriale des juges afin de permettre aux justiciables de savoir aisément à quels juges s'adresser.

Il n'est point utile qu'un tribunal soit composé de plusieurs juges : le système du juge unique semble être le type de la juridiction idéale pour Bentham; sa responsabilité est une garantie de sa probité; sa décision lui est attachée d'une indissoluble façon :

« C'est une couronne ou un carcan ».

1. Bentham, *Org. jud.*

La multiplicité des juges obligeant à leur donner des salaires infimes, éloigne des hommes de talent de cette carrière qui reste tout entière ouverte à des subalternes et à des incapables auxquels le bénéfice de l'inamovibilité confère l'assurance d'une existence médiocre mais paisible.

L'amovibilité présente cependant de très grands avantages car la popularité est la première vertu d'un juge.

Mais il est bien des cas cependant où la destitution quelque nécessaire qu'elle soit, serait un outrage injustement infligé. Pour éviter tout arbitraire, des règlements devraient en énumérer les causes légitimes qui ne pourraient consister qu'en délits ou en fautes inexcusables.

Cette institution laisse subsister toutes les circonstances où, pour des raisons malheureuses mais inévitables, il serait désirable de se séparer d'un juge que la vieillesse ou l'affaiblissement mental rendrait inapte à l'accomplissement de ses fonctions.

L'élection des juges pour un temps déterminé serait un palliatif heureux aux inconvénients de l'amovibilité.

La légalité de cette suspension lui ferait perdre tout caractère injurieux. Ce serait un excellent moyen de déposer les juges « sans éclat et sans injustice ».

Mais que d'inconvénients seraient attachés à ces élections périodiques : entre l'exercice de deux mandats successifs le juge se mêlerait à la vie publique, et il lui faudrait, lorsqu'il serait de nouveau investi de sa magistrature, une intégrité vraiment profonde pour ne

pas accorder quelques faveurs à ceux qui, quelque temps auparavant, lui auraient procuré quelque avantage.

Puis entre deux judicatures les services rendus à la justice seraient bien vite oubliés. Le souvenir humain est si fragile que le vent qui passe suffit à l'emporter, et qu'un juge célèbre par son mérite et son talent tombe bien vite, lorsqu'il n'est plus, dans la sphère des inconnus. Bien qu'il soit très désirable que la justice soit rendue rapidement et que la procédure soit très simple, la distance qui parfois, dans l'espace et dans le temps, sépare le magistrat du crime, rend l'œuvre de la justice plus longue et plus délicate.

Lorsqu'un crime a été commis et qu'un individu que l'on croit être le coupable a été jeté en prison, il faut rechercher les preuves à l'aide desquelles on parviendra à le convaincre, et ces preuves résultant le plus souvent de quelques témoignages, il faut rechercher les témoins.

Le premier témoin qui dénonce le fait dont il a une connaissance immédiate et personnelle est désigné du nom d'informateur.

Cette qualité suppose qu'il a assisté au crime, ou qu'il en a vu certaines circonstances qui dans son esprit ne peuvent laisser subsister aucun doute; il porte le nom, dans ce dernier cas, d'informateur par rapport à un indice.

Une troisième classe de témoins est composée de tous ceux qui ne savent du crime que ce qu'ils en ont connu par la rumeur publique : ce sont les informateurs sur ouï-dire.

Il n'est parfois rien de plus difficile que d'apprendre la vérité des lèvres des témoins. Par suite d'une indifférence assez fréquente pour le sort de la victime et de sa famille et pour le souci de la sécurité publique, par suite de la crainte plus ou moins vague d'ennuis chimériques, par paresse ou par préjugé, beaucoup de témoins qui pourraient fournir de précieuses indications préfèrent se retirer derrière un mensonge ou un silence dont ils ne comprennent pas toute l'importance et disent fréquemment qu'ils n'ont rien vu ou qu'ils ont perdu tout souvenir précis.

Les témoins se dérobent autant qu'ils le peuvent; leur recherche souvent malaisée doit être confiée à un accusateur, magistrat chargé de les découvrir, et d'accumuler les preuves contre l'accusé.

Quatre systèmes différents se présentent à l'esprit de Bentham quant au choix de l'accusateur, et il les examine successivement.

On pourrait admettre comme accusateurs tous ceux qui se présenteraient volontairement pour assumer cette tâche.

Si aucun accusateur ne se propose pour une telle mission, il suffira peut-être d'offrir une récompense, une compensation, pour obtenir qu'un tel service soit rendu à la justice.

Cette fonction peut être aussi confiée à un magistrat spécialement chargé de la poursuite des délits.

Enfin l'adoption d'un dernier système qui consiste dans la réunion des trois autres permettrait d'obvier aux inconvénients que possèdent les précédents.

Grâce au premier système on fait entrer dans l'exercice de la justice des individus qui n'ont pour cette fonction aucune des compétences qui sont nécessaires.

Avec leur bonne volonté, ils apportent leur inexpérience : dans le corps de la magistrature composée de gens choisis pour leurs connaissances et pour leur conscience, ce sont des profanes que le hasard charge un jour d'une mission à laquelle ils ne furent point préparés.

Quelle que soit leur honnêteté et leurs scrupules, ils manqueront de cette habileté, de cette dextérité qui sont, chez des magistrats professionnels, le résultat d'un long travail, d'une connaissance éprouvée des mœurs, du caractère et des subterfuges des délinquants, qui leur permet de déjouer leurs plans, et de deviner la vérité dans un demi-aveu, dans une rétractation ou même dans un tissu de mensonges habilement présentés.

Sur des accusateurs novices, les délinquants auraient toujours un avantage bien néfaste pour la sécurité de la société et pour le respect des lois.

L'offre d'une récompense qui permettrait de trouver plus facilement un accusateur ajouterait un nouvel inconvénient à tous ceux du système précédent ; par une autre récompense donnée par le coupable, l'accusateur pourrait être gagné à sa cause, et par une véritable trahison, les preuves disparaîtraient et la loi serait odieusement transgressée.

Dans l'un et dans l'autre de ces deux systèmes, la garantie de la loi s'évanouit aisément ; le sort de la

justice, la sécurité sociale dépendent d'un individu qui ne peut être que malhabile parce qu'il est un novice inexpérimenté, à moins qu'il ne soit nuisible parce qu'il est malhonnête.

Il ne reste plus qu'un refuge : confier le rôle d'accusateur public à un magistrat.

La sécurité et la vie de la société dépendent de la répression énergique et efficace des actes qui la troublent et dont la multiplicité entraînerait sa dissolution et sa ruine.

Pour cette raison, la recherche et la poursuite des coupables est une charge sociale, et il est naturel de confier ce soin à un magistrat public.

Il ne faudrait pas cependant que cette institution paralyse les bonnes volontés particulières dont le concours à l'œuvre de la justice peut être si précieux ; elles apporteront à l'application de la loi ce contrôle qui ne sera jamais inutile, qui détruira tout arbitraire de la part de l'accusateur qui, s'il était seul maître de la poursuite, aurait la faculté de l'étouffer ou de l'arrêter, et posséderait ainsi « un pouvoir de pardonner supérieur à celui d'un roi. »¹

La crainte d'inimitiés inévitables pourrait détourner d'un tel rôle les accusateurs volontaires ; l'admission d'informations secrètes atténuerait cet inconvénient, et si l'on craignait d'ouvrir ainsi la porte aux délations les plus effroyables, il suffirait de dévoiler l'accusateur dès que ses dires présenteraient une apparence de ca-

1. Bentham, *Org. jud.*

lomie; la sûreté de l'accusateur dépendrait donc de la sincérité de son accusation, car il faut bien reconnaître qu'il est impossible d'accepter des informations absolument secrètes, si l'on ne veut ressusciter les horreurs du gouvernement de Venise et de l'Inquisition.

Cependant, même en permettant à l'accusateur de rester inconnu, il est certain que ce rôle ne sera pas souvent recherché; la flétrissure que l'opinion publique attache au nom de celui qui se fait le délateur de ses semblables est un motif suffisant pour paralyser une aide qui pourrait être précieuse pour le maintien de l'ordre.

Mais de bonnes lois, dit Bentham avec un optimisme et une simplicité extrêmes, suffiront pour amener dans les mœurs un changement désirable, et pour montrer qu'il est de l'intérêt commun de dénoncer les coupables afin de préserver les innocents.

Et enfin chacun finira par comprendre que s'abstenir de dénoncer un coupable, lorsqu'on le connaît, c'est se rendre solidaire du crime qu'on lui reproche et de ceux que dans l'avenir, il ne manquera pas de commettre.

En face de l'accusateur, l'institution d'un défenseur n'est pas moins utile que naturelle. La poursuite et la condamnation remarquait Bentham étaient autrefois le seul souci de la justice. Même en France, où la douceur des mœurs n'était point une légende, il existait toujours contre tout accusé une présomption de culpa-

bilité et l'acquittement d'un prévenu était toujours considéré comme « une défaite pour les juges ». ¹

L'accumulation des fractions de preuves, le secret, la torture infligée pour obtenir par la souffrance ou par la lassitude morale des aveux d'un individu parfois innocent avaient troublé l'opinion publique.

Il faut donc, pour éviter des abus « placer à côté du magistrat qui poursuit le crime celui qui veille au sort de l'innocence, et ne donner à l'accusateur aucun avantage que ne partage également le défenseur ». ²

Entre l'accusateur et le défenseur, le juge décidera.

Il rendra la justice publiquement, avec une certaine pompe, dans un cadre qui, pour frapper l'imagination, ne doit avoir rien de familier. Il devra motiver ses jugements, indiquer la peine applicable au délit, ainsi que les circonstances aggravantes ou atténuantes qui l'accompagnent.

■
« Ces règles sont faites pour servir au juge de guide et de frein; de guide à son jugement, de frein à ses affections. » ³

Après que l'affaire a été appréciée par un juge, il faut qu'elle puisse être soumise à une juridiction d'appel qui aura pour mission de réformer les décisions injustes ou erronées.

1. Bentham, *Org. jud.*

2. *Idem.*

3. *Idem.*

La justice devra être rendue avec la plus grande publicité possible, même et surtout les jours où le peuple ne travaille pas, afin qu'il vienne puiser dans son austérité des exemples et des leçons salutaires.

CHAPITRE V

ORGANISATION PENITENTIAIRE

Le Panoptique : Construction, Administration

Bentham avait été depuis longtemps frappé du spectacle lamentable des prisons de l'Europe. Howard qui en avait visité un certain nombre, et en particulier celle de Bicêtre, avait rempli l'Angleterre à son retour, des échos de ses souvenirs.

Cette prison qui du haut d'une colline dominait Paris, renfermait tous les éléments dont on voulait débarrasser la ville.

On y jetait tout à la fois, les enfants enfermés par ordre de leurs parents, ceux qui, âgés de moins de quinze ans étaient condamnés à la réclusion perpétuelle, les criminels de droit commun, les fous, et des malheureux dont l'existence, pour des raisons personnelles ou politiques paraissait au gouvernement, redoutable.

Les épidémies, fauchaient cette population. Howard qui avait visité Bicêtre pendant un hiver très rigoureux dit que des centaines de prisonniers mouraient dans des cachots, sans feu, sans air et sans lumière; l'eau qu'on leur portait à boire se congelait rapidement, et ils cassaient la glace avec leur sabot.

Ils étaient attachés au mur du cachot avec une chaîne, comme des bêtes féroces dans une cage.

Les années se succédaient sans qu'aucun changement survienne dans leur vie: certains passèrent ainsi plus d'un demi-siècle dans les ténèbres et dans la solitude.

Bicêtre qui pendant plus de deux siècles fut un séjour de douleurs, d'effroi et d'épouvante, restera l'une des pages les plus sinistres de l'histoire de l'ancien régime. Pour des raisons d'humanité des réformes s'imposaient.

Une prison doit être une maison où l'on prive de leur liberté ceux qui en ont mal usé, afin de les empêcher de commettre de nouveaux crimes; c'est aussi une maison de correction où l'on doit réformer les mœurs des détenus à tel point « que leur retour à la liberté ne soit un malheur ni pour la société ni pour eux-mêmes.»¹

Le désir d'une réforme pénitentiaire obséda Bentham pendant de longues années. Il y songea pour la première fois en 1786 lors d'un séjour qu'il fit en Russie auprès de son frère Samuel. Il avait conçu le plan

1. Bentham, *Législ. civ. et pén*

d'une prison qui, au point de vue de la construction et de la discipline réalisait un énorme progrès sur le régime pénitentiaire alors en vigueur.

Ce projet attira l'attention du ministre Pitt, qui donna à Bentham l'assurance de son appui. Il l'autorisa à construire sa prison qui devait recevoir mille détenus. Bentham employa toutes les ressources qui provenaient de la succession de son père à la réalisation de ce projet, après qu'il eût obtenu l'assentiment du Parlement en 1794. Mais l'enthousiasme qui lui avait été témoigné se calma progressivement; l'autorisation définitive lui fut refusée en 1811. Bentham attribua cet échec à l'inimitié politique de Georges III. En 1813 on lui remboursait les 23.000 livres qu'il avait dépensées pour la construction du Panoptique.

Il s'était trouvé pendant de longues années dans un état proche de la misère, mais au milieu de sa détresse, il restait riche de ses espoirs.

L'examen du Panoptique ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt historique et documentaire, mais il tint dans la vie de Bentham une place trop grande et il laissa dans sa mémoire un souvenir trop douloureux pour que l'on ne veuille s'y arrêter quelques instants.

Le Panoptique est un bâtiment circulaire, composé de six étages de cellules dont les portes s'ouvrent sur des galeries circulaires. Au centre s'élève une tour de trois étages occupée par des inspecteurs; dissimulés derrière des jalousies, ils peuvent voir sans être

aperçus des prisonniers qui sentent ainsi peser sur eux une surveillance constante et mystérieuse.

D'un seul coup d'œil on peut voir un tiers des prisonniers, chaque étage de la tour dominant deux étages de cellules, et l'on peut passer en l'espace d'une minute une inspection complète. Des porte-voix permettent de communiquer, de l'intérieur de la tour avec chaque cellule, et de donner aux prisonniers des ordres nécessaires ou des conseils utiles.

Direction des travaux, exercice d'une surveillance continuelle, tels sont les principaux avantages de cette maison semblable à une ruche. Elle en possède d'autres encore : Sa solidité la met à l'abri des invasions extérieures, car des fossés la séparent de la route publique, et des rébellions intérieures. Si bien surveillés les prisonniers ne peuvent pas même avoir l'idée d'une révolte ou d'une évasion car « on ne forme pas de desseins quand on voit l'impossibilité de les exécuter »;¹ et puisque toute évasion devient impossible, il est inutile de suivre les plans d'Howard qui ne voulait dans les prisons que de très petites fenêtres, placées très haut, afin que la vue du paysage ne détourne pas les détenus de leur ouvrage. Bentham réclame au contraire la multiplication des fenêtres, en ajoutant que rien ne saurait être meilleur pour la santé et pour l'activité.

Pas de feu dans les cellules disait Howard, par crainte des incendies. On remplace le feu par des vêtements

1 Bentham, *Législ. civ. et pén.*

chauds. Oter à un homme sa liberté, dit Bentham, ce n'est pas le condamner à souffrir du froid ; grâce à un système de tuyaux, on conduira dans chaque cellule la chaleur nécessaire pendant l'hiver.

Le dimanche, par l'ouverture des galeries circulaires, la tour des inspecteurs se transforme en chapelle, que peuvent voir les prisonniers sans sortir de leur cellule, et dans laquelle le public est admis.

Bentham prévoit une objection qu'il réfute d'avance. On pourrait soutenir, en effet, que soumettre les prisonniers aux regards du public, c'est leur faire perdre ce qui peut leur rester du sentiment de l'honneur et les endurcir à la honte. Mais l'attention des spectateurs, affirme Bentham, sera fatalement dispersée sur tous les prisonniers et c'est le sentiment affreux du crime qu'ils emporteront bien plus que le souvenir des criminels qu'ils auront vus.

Cette surveillance du public est si salubre au bon ordre de la maison, qu'elle devra s'exercer non seulement le dimanche, mais plusieurs fois par semaine ; et quel puissant exemple et quelle précieuse leçon n'est-ce point pour les spectateurs ?

On peut obtenir l'amendement du condamné, grâce à cette surveillance constante, car « être incessamment sous les yeux d'un inspecteur, c'est perdre la puissance de faire le mal, et presque la pensée de le vouloir ». ¹

Mais ce qui permet surtout d'obtenir ce résultat, c'est l'établissement dans le Panoptique du régime cellulaire.

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

Le système de la prison commune est inacceptable pour les maux qui en résultent. Dans ce milieu de gens pervers, l'émulation est telle et l'imitation si fatale, que ceux qui sont presque innocents lorsqu'ils y entrent en sortent plus coupables encore que les autres.

Un tumulte perpétuel y règne, qui ne laisse aucun intervalle de tranquillité où le remords puisse naître et se développer. « Le peuple enfermé dans cette enceinte est nombreux; plus les clameurs sont bruyantes, plus il est aisé de noyer dans le tumulte le faible murmure de la conscience, le souvenir de cette opinion publique que l'on n'entend plus et le désir de regagner l'estime des hommes que l'on ne voit plus. »¹

La conscience ne peut se faire entendre que dans le calme et le silence; plongé dans la solitude, l'homme est obligé de réfléchir et de songer; il pensera au bonheur dont il jouissait autrefois quand il était un honnête homme, quand il était digne d'être libre et de connaître toutes les joies de la vie; il songera à l'état de misère dans lequel son inconduite aura plongé ses enfants qui, bien qu'innocents, souffrent peut-être plus que lui.

Et il voudra de nouveau connaître ce temps bienheureux.

Cependant aussi salulaire que soit l'effet de l'isolement complet lorsqu'il n'est pas trop prolongé, il devient rapidement désastreux; au calme et à la sérénité succède une période de désespoir, puis quelquefois la folie.

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

Non seulement contraire à tous les sentiments d'humanité, il est contraire à l'économie, car il détruit l'activité et restreint le choix des travaux. Il faut assujettir les prisonniers au travail puisque c'est la règle commune et l'obligation à laquelle sont soumis tous les honnêtes gens. Il ne faut point leur rendre le travail odieux en les employant à des occupations rudes et pénibles qui n'ont d'autre but que de les fatiguer. Quelques détenus pourront travailler ensemble; « tous ceux qui sont enfermés sont coupables, mais tous ne sont pas pervers, »¹ dit Bentham avec beaucoup de justesse; il suffira de savoir sélectionner les compagnons de travail.

Ils doivent être soignés humainement, mais « ne doivent pas être mieux traités que la classe pauvre et laborieuse. »²

Les vêtements des condamnés porteront une marque d'humiliation; pour prévenir les évasions, Bentham propose d'établir dans la longueur des deux manches une inégalité qui entraînerait entre les deux bras une différence de couleur qu'un temps assez long pourrait seul effacer.

Sept à huit heures de repos suffisent pour faire disparaître la fatigue d'une journée de travail.

Il est inhumain de plonger ces malheureux comme on le fait souvent en hiver pendant douze ou quinze heures dans les ténèbres et il faut, une fois par semaine, leur donner un jour de repos, et puisque toute prison

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

2. *Idem.*

doit être en même temps une école, le dimanche sera consacré à un enseignement moral.

Il faut user de toute la sévérité nécessaire pour maintenir à l'intérieur de cette maison l'ordre, le calme et l'obéissance, mais sans y ajouter rien de superflu et rien d'inhumain, telle est la mesure de la plus élémentaire sagesse.

Sans doute il faut penser que les hommes qui y sont enfermés sont des prisonniers, mais on ne doit pas oublier cependant que ces prisonniers sont tout de même des hommes.

Quant à l'administration du Panoptique, deux systèmes peuvent se présenter à l'esprit :

L'administration par contrat ou l'administration de confiance.

La première est donnée à un homme que le gouvernement, avec lequel il traite, charge de l'entretien des prisonniers dont il recueille le bénéfice du travail.

L'administration de confiance est celle d'un individu qui, pour diriger l'établissement, est rémunéré par le trésor public auquel il remet les produits du travail des prisonniers.

Elle laisse la porte ouverte à deux grands ennemis : au péculat et à la négligence. Aucune de ces deux craintes ne peut exister dans l'administration par contrat : « la négligence est improbable et le péculat impossible »¹

Une dernière modalité qui consiste dans une assu-

1. Bentham, *Législ. civ. et pén*

rance sur la vie des prisonniers ajoute à ce système un nouvel avantage et une suprême garantie.

Tel était l'établissement que Bentham offrait de construire à ses frais et de diriger sans aucune rémunération, poussé seulement par le désir de se rendre utile. Il ne se consola jamais de la déception qu'il éprouva lors du refus définitif, et le souvenir de cette désillusion lui resta toujours pénible.

« Je n'aime pas, écrivait-il, jeter les yeux sur le dossier du Panoptique. C'est comme si j'ouvrais un tiroir dans lequel seraient cachés des diables. C'est mon frère qui le premier me donna l'idée de l'architecture de ma prison : il l'avait empruntée aux maisons des paysans russes. Dans cet édifice, la surveillance eût été simple, aisée, perpétuelle. Quel dommage ! »

CHAPITRE VI

CODIFICATION ET PROMULGATION DES LOIS

Malgré la déception que lui avaient réservé ses travaux sur le Panoptique, Bentham aurait voulu avoir, à la fin de sa vie, la suprême consolation d'être utile à un peuple disposé à recueillir le fruit de plusieurs années de labeur. L'influence de ses écrits était plus grande sur le continent qu'en Angleterre; mal compris dans son pays, Bentham s'adressa aux nations étrangères, et leur proposa la rédaction d'un code dont il démontrait la nécessité.

Les Etats-Unis après une réflexion de quelques années lui adressèrent une réponse quelque peu décourageante; en Russie, malgré l'appui que lui avait assuré l'empereur, Bentham vit son projet

repoussé par les commissions hostiles qui avaient été chargées de l'examiner.

Il comprenait la nécessité de la rédaction d'un code intégral, parce qu'il était toujours guidé par le souci du plus grand bonheur du plus grand nombre, et qu'il avait senti, en Angleterre, mieux encore que chez toute autre nation, les dangers de la législation alors en vigueur qui donnait lieu à beaucoup d'abus et qui laissait place à toutes les incertitudes.

L'Angleterre ne possédait pas de lois; pour trouver la solution qu'il fallait donner à une affaire, on consultait les décisions qui avaient été rendues dans des cas semblables; pour répondre au présent, et fixer l'avenir, on interrogeait le passé.

La loi, ou plutôt ce qui en tenait lieu, comprenait deux éléments inégaux, l'un, appelé loi commune, et qui était plutôt ce que Bentham désignait sous cette périphrase caractéristique : « une jurisprudence fondée sur quelque base plus conjecturale que connue, »¹ l'autre, composée de statuts votés par le Parlement.

La loi commune n'est pas une loi écrite; les juges prétendent, dit-on que c'est tout de même une loi, dont ils sont les interprètes, et qu'ils extraient des décisions antérieurement rendues dans des cas analogues, ce qui exprime bien que l'on plonge dans l'arbitraire le plus pur, puisque, si l'on remontait à la première décision, on ne trouverait rien au-delà.

La loi commune n'existe pas, c'est là son plus grave

1. Bentham, *Léisl. civ. et pén.*

défaut; « elle ne se trouve nulle part, c'est un être de raison, une fiction, une loi imaginaire. »¹ Ce sont les juges qui remplissent l'office de législateurs, mais c'est un rôle dont ils s'acquittent mal, car d'une part, ils semblent décider d'après une loi dont ils sont en réalité les auteurs, et de l'autre, ils sont enchaînés par leurs décisions antérieures, de telle sorte que cette prétendue loi demeure invariable.

Cependant Bentham nous révèle que pour obvier à ces inconvénients les juges anglais ont trouvé deux tempéraments qui n'ont fait d'ailleurs qu'aggraver le mal déjà causé par cette extraordinaire législation.

Ils ont eu recours aux constructions forcées et aux distinctions. Lorsque le juge, lié par une décision ancienne, trouve déraisonnable de l'appliquer à un cas nouveau, il cherche un moyen de s'en écarter, tout en paraissant la suivre, et déclare s'en inspirer, en lui donnant une signification nouvelle, ce qui augmente l'incertitude et crée un mal nouveau.

Quant aux distinctions, ce sont des exceptions grâce auxquelles on soustrait un cas particulier à la règle générale; les distinctions, qui « dépendent de la subtilité des juges et des avocats », ² ajoute à un lot déjà trop considérable une nouvelle incertitude.

Néanmoins ces décisions qui guidaient les juges et les retenaient dans de justes et raisonnables limites présentaient autrefois de grands avantages. Mais après quelques siècles, l'application de la loi non écrite offre

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

2. *Idem.*

d'énormes difficultés. Il faut une application de vingt années pour en acquérir une certaine connaissance, et l'on n'est jamais assuré de déduire de l'examen des décisions anciennes la solution que donnera le juge à un cas identique et nouveau, car la justice est gouvernée par l'incertitude d'une loi qui n'existe pas; « la révéler, c'est en vérité la créer, et les juges qui ne se donnent que pour les interprètes de la loi en sont réellement les législateurs ».¹

Et ils font œuvre en effet de législateurs; sous le prétexte de réformer un jugement trop ancienne et de l'adapter à des circonstances actuelles, ils forgent une sentence nouvelle, et cela est nécessaire, disait Blackstone « dans le cas où la décision antérieure est contraire à la loi divine. »

Les préceptes de la raison et la volonté divine sont encore deux autres sources de la loi commune, c'est-à-dire deux autres causes d'incertitude.

Et l'on est bien obligé d'admettre que dans un tel système, ce sont les magistrats qui édictent la loi. Les partisans de la loi commune disent que les juges se bornent à la déclarer, mais avec beaucoup de raison, Bentham leur fait observer qu'entre déclarer une loi et la faire, il n'y a de différence que dans le mot.

Toutes ces dispositions sont atteintes d'un grave défaut : ce sont des décisions de circonstances édictées pour un cas particulier, et qui n'offrent jamais cette garantie d'une loi dépourvue de considérations

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

personnelles qui, ne visant que l'avenir en assure la sécurité.

Pour remédier à tous ces inconvénients, il faut instituer des lois écrites, les réunir en un code général qui respectera et sanctionnera l'intérêt universel, qui embrassera l'étude de toutes les obligations auxquelles l'individu pourra être soumis, et qui sera rédigé d'une façon telle et si claire, que par sa seule lecture la loi pourra être connue.

Enfin, chaque loi sera accompagnée d'un commentaire qui sera sa justification. Le plus grand bonheur du plus grand nombre dirigera toujours les efforts du législateur. Il est impossible évidemment d'établir une parfaite égalité qui ne serait qu'une immense injustice; on ne peut conférer à tous les individus les mêmes avantages d'une façon absolue, et si la loi pénale est nécessaire, c'est parce qu'on ne peut pas obtenir d'une autre manière le respect des lois; les sanctions pénales sont en quelque sorte « la dépense faite par la société pour se procurer la sûreté générale ».

Mais le Code Pénal ne doit pas être rédigé isolément; il ne peut être séparé du Code civil qui crée des droits et des obligations que la loi pénale sanctionne et auxquelles elle confère par conséquent une réalité; les lois de procédure et d'organisation judiciaire y seront insérés.

Beaucoup de nations ont des codes, remarquait Bentham, mais aucune ne possède un code intégral. Quant à l'Angleterre, elle n'avait pas de code, mais pouvait aisément rassembler tous les matériaux indis-

pensables à sa confection : il ne lui manquait qu'un architecte pour le construire et pour édifier le système.

Pour le soin de la codification, plusieurs moyens se présentent.

Le chef du pouvoir, le **souverain**, peut, s'inspirant d'un illustre et antique précédent, confier la rédaction de cet ouvrage à une commission de jurisconsultes.

Mais cette méthode ne satisfait point Bentham qui propose aussitôt la seule qui lui semble acceptable : celle du libre concours, auquel on admettra tous ceux qui en exprimeront le désir, même les obscurs et les inconnus, qui grâce aux loisirs d'une vie solitaire, pourront peut-être produire un travail plus utile que ceux qui se laissent emporter par le tourbillon de la vie.

Aucune rémunération pécuniaire ne sera attachée à cet ouvrage ; le désir de se faire connaître est un stimulant suffisant : « il faut agir pour la gloire et l'humanité, et ce genre d'héroïsme n'est pas très commun. »

L'ouvrage tout entier devra être écrit par la même main. La division du travail serait en cette matière un mauvais procédé qui nuirait à son unité et diminuerait la responsabilité de l'auteur, en même temps que son mérite.

Cet auteur peut être un étranger ; il ne s'agit pas d'une constitution politique, mais d'un ouvrage de législation, qui, pour être mis en vigueur devra être soumis à l'approbation du pays pour lequel il sera fait ; au surplus, il n'est point question de créer des lois, mais de faire un recueil des meilleures dispositions judiciaires existantes, et la sévérité de la critique en-

vers un étranger sera une garantie pour la sécurité du pays qui acceptera son code.

On a prétendu que c'est par intérêt personnel que Bentham soutenait avec tant d'ardeur le choix d'un étranger ; on ne peut faire à ce sujet que des hypothèses, mais il est certain qu'il ne s'est pas suffisamment aperçu que par dessus tout il existe une question de race et de tempérament qui fait que fatalement les nationaux d'un pays savent mieux qu'un étranger quelles institutions et quelles lois peuvent s'accommoder avec leurs mœurs.

Lorsque le Code sera rédigé, il faudra le divulguer ; l'aptitude à être connu est la première qualité qu'il devra posséder. « Une législation qui n'est pas connue entoure les hommes de périls : chaque action humaine expose chaque individu au danger de violer une loi et d'encourir une peine. »¹

Il faut diviser le code intégral en différentes parties ou codes spéciaux ; cette division permettra de séparer les lois qui ont un intérêt permanent de celles qui ont un intérêt purement occasionnel, et leur donnera une plus grande aptitude à être mieux et plus facilement connues ; les justiciables sauront ainsi quelles sont les limites de leurs droits, le nombre des procès et des délits diminuera, chacun pourra défendre sa propre cause « car le zèle et l'intérêt qu'on porte à ses propres affaires, dit Bentham, est toujours plus grand et plus sincère que celui que l'on peut espérer de la part d'un autre. »²

1. Bentham, *Législ. civ. et pén.*

2. *Idem.*

Il est cependant des lois qu'il serait sage de ne pas divulguer ; il est inutile, parce que nuisible de vulgariser les lois de procédure qui faciliteraient l'impunité du crime en indiquant les moyens grâce auxquels on peut se soustraire à toute sanction.

Un code universel doit être promulgué pour tous les citoyens ; il devrait être le premier livre que l'on confie aux enfants, et Bentham rappelle à ce sujet que Joas répondait à Athalie qu'il n'avait d'autre occupation que d'étudier la loi divine.

Cependant Bentham ne se faisait point d'illusions et il déclarait que trop de gens étaient intéressés à ce que les lois soient obscures et difficiles à comprendre pour qu'un code clair et simple fût rapidement mis en vigueur.

L'obscurité des lois faisait la fortune des légistes dont Bentham était l'irréconciliable ennemi, et auxquels on était réduit à s'adresser pour résoudre ces énigmes comme autrefois on consultait le devin.

Il ne faut pas oublier que Bentham, au début de sa vie, en sortant de l'Université d'Oxford, pour répondre aux désirs de son père, avait étudié le Droit et était entré au barreau où il ne rechercha pas la gloire. Il se révolta, dit-on, contre tout ce que la loi anglaise avait d'injuste. Il comprit qu'un procès était souvent une ruine pour l'un des plaideurs et quelquefois pour les deux. Grâce à des moyens de procédure et à des délais sans cesse renouvelés, les honoraires se multipliaient. « Ces faits étaient connus de tous les avocats et de tous les juges, dit Mill ; avant

et après cette époque, ces faits n'apportèrent aucun trouble apparent à la conscience de ces savants personnages et ne les empêchaient pas de répéter que la loi anglaise était la perfection de la raison humaine. » Pendant tant de générations, dans lesquelles des milliers de jeunes gens ont été successivement placés dans la position de Bentham, Bentham seul a eu assez de sensibilité morale et d'indépendance d'esprit pour se dire qu'agir ainsi c'était commettre des fraudes, et qu'entre ces choses et lui, il y avait un abîme.

L'abîme fut tel, que malgré la perspective de quelques années de gêne et peut-être de misère, Bentham quitta le barreau et se plongea dans des méditations philosophiques et solitaires, à la recherche du plus grand bonheur.

C'est parce qu'il avait appartenu à cette corporation qu'il comprenait et devinait toute l'opposition qu'elle apporterait à ses projets de codification. Pour l'homme de loi, disait-il « la loi commune c'est la Diane d'Ephèse et supposer le contraire, c'est croire que les fabricants de poudre font des vœux sincères pour la paix, ou que les marchands de verre voudraient trouver le secret de le rendre infrangible! », ¹

Grâce à une intuition qui ne le trompa point, Bentham avait pressenti la vérité : quatre-vingt-huit ans après sa mort l'Angleterre ne possède encore ni codes ni lois écrites.

1. Bentham, *Legisl. civ. et pén.*

CHAPITRE VII.

L'INFLUENCE DE BENTHAM

Après avoir rapidement examiné les idées de législation de Bentham, après avoir vu quels étaient ses espoirs et ses rêves, et quelles furent aussi ses désillusions, il ne reste plus qu'à rechercher les résultats de ses travaux, et à voir quels furent, particulièrement en France, les fruits de ses conceptions originales et personnelles.

Son influence s'exerça sur la codification, sur le principe de l'individualisation des peines, et de la réparation due à la victime d'un délit.

En 1810, le Code pénal français était promulgué; La codification fut l'une des précieuses conquêtes de la Révolution qui, même en matière législative, ruina l'arbitraire et la tyrannie.

Depuis longtemps déjà la loi écrite régnait : des essais de codification avaient été tentés sous l'ancien

régime. Sous Henri III, un code dénommé Code Brisson avait été rédigé, mais il fut rapidement oublié.

L'ordonnance de 1670 était le germe d'un code d'instruction criminelle, mais à côté de ce recueil de dispositions bien ordonnées, que de règlements particuliers, que de coutumes, que d'édits, que d'ordonnances qui réprimaient des délits aussi divers que nombreux ! L'hérésie, le sacrilège, la lèse-majesté divine et humaine, la sorcellerie, l'athéisme, et bien d'autres crimes encore étaient frappés de peines sévères.

Les écrits des juristes et des philosophes, avaient eu un énorme retentissement. Le besoin d'unité se faisait chaque jour sentir plus pressant ; le vent de la codification commençait à souffler.

Les trois grandes lois de la Révolution française marquent le début de cette codification qui s'acheva en 1810.

La loi des 19-22 juillet 1791, réprimait les délits.

Celle des 25 septembre-6 octobre 1791, s'occupait de la répression des crimes.

Enfin celle du 25 octobre 1795 était à elle seule tout un code d'instruction criminelle. Cette loi fut l'un des derniers travaux de la Convention ; après qu'elle l'eût votée, l'Assemblée fut dissoute. Bien que ces trois lois marquent un inestimable progrès dans l'œuvre législative, leur défaut d'unité les rendait insuffisantes. Les législateurs qui, du 4 octobre 1808 au 18 janvier 1810 travaillèrent au Code pénal, en firent une œuvre homogène et complète.

Des peines y sont édictées, réprimant des faits nuisibles à la collectivité, non par haine du délinquant, non par esprit de vengeance pour le mal qu'il a commis, mais, comme le désirait Bentham, pour que le coupable ne récidive pas et pour que l'exemple de la peine infligée suffise pour étouffer le crime dans l'esprit de ses disciples.

Le délit est réprimé, non point seulement d'après la gravité morale du fait considéré abstraitement, mais selon les dangers auxquels il expose la société.

Le droit de punir est depuis longtemps universellement accordé à l'Etat; c'est une vérité qui paraît aujourd'hui si simple et si naturelle que toute discussion à ce sujet, semble inutile et superflue. Dans un domaine purement spéculatif des controverses peuvent toujours subsister, mais la nécessité de se défendre pour vivre a causé le triomphe des doctrines utilitaires.

Nul aujourd'hui ne conteste à l'Etat le droit d'user de la force contre ceux qui troublent sa tranquillité, et si l'emploi de la force nous paraît légitime et justifié, c'est parce qu'en donnant aux hommes la paix et la sécurité, elle leur permet de poursuivre leurs aspirations et de réaliser leur idéal. »¹

Plus de cent ans se sont écoulés depuis la promulgation du Code pénal; les temps y ont apporté quelques modifications seulement, mais dans son ensemble, tel qu'il fut écrit, il subsiste encore, et sa durée est la meilleure preuve de sa valeur.

1. Hofding, *op. cit.*

La Révolution a emprunté à Bentham sa théorie de l'individualisation des peines. « Le fils innocent du plus grand coupable, écrivait-il, doit jouir de la même sécurité que n'importe quel autre citoyen. »¹

Autrefois, la famille d'un criminel était l'objet du mépris général; Bentham constatait avec satisfaction qu'à son époque, cette profonde antipathie commençait à s'atténuer.

On a encore mieux compris dans la suite des temps que c'est non seulement une injustice, mais aussi une cruauté que de rendre toute une famille solidaire de la faute commise par l'un de ses membres.

Il serait odieux pour cela de la plonger dans l'opprobre et dans la misère, et il serait inhumain de vouloir frapper des innocents.

Et pour ces raisons, Bentham bannit toute peine qui, même indirectement, pourrait atteindre la famille du coupable; il est l'adversaire de la confiscation qui ne se maintenait que grâce à la théorie de la corruption du sang, préjugé ridicule qui prouve l'incompréhension de ceux qui osent soutenir de semblables sophismes.

Bentham était avant tout animé du désir d'accorder à la victime du délit qui souffre d'un mal injuste et immérité, la réparation du préjudice qu'elle subit. Trop souvent les coupables sont des gens sans aveu et sans solvabilité; la victime souffre alors d'une perte irréparable. Un hasard aveugle l'a désignée pour être sacrifiée; le sort aurait pu s'abattre sur tout autre que sur elle.

1. Bentham.

La société est une vaste association dans laquelle on ne choisit pas ses associés ; le destin les fait bons ou mauvais, utiles ou nuisibles ; le crime est un risque inhérent à cet état, c'est tout simplement une maladie sociale contre laquelle il faudrait établir une assurance sociale.

« Les sociétés, disait Ferré, ont les criminels qu'elles méritent. »

Elles doivent supporter toutes les conséquences de leurs méfaits. Il serait naturel que, mûs par un sentiment de solidarité, les privilégiés viennent au secours de celui qui est éprouvé. Il est inévitable que ce sentiment s'établisse un jour entre des individus qui vivent ensemble au sein d'une même société, qui sont gouvernés par les mêmes lois et les mêmes principes, qui jouissent des mêmes avantages, souffrent des mêmes maux et partagent les mêmes risques.

Le malheur de l'un d'entre eux ne peut laisser les autres indifférents : pour celui qui le supporte seul, c'est une ruine souvent définitive, et pour ceux qui viennent à son aide, la contribution est si légère qu'elle n'est pas même une charge : c'est tout simplement la juste rançon des avantages dont l'état de société les fait bénéficier.

L'opinion publique, lors de la Révolution française avait été émue des abus qui régnaient dans les prisons. Lorsqu'un homme y était jeté, la porte du cachot qui se refermait derrière lui le séparait pour toujours du reste du monde. Innocent ou coupable, il y terminait ses jours.

Mirabeau qui connaissait les souffrances d'une détention, puisque sur l'ordre de son père il avait été enfermé au donjon de Vincennes, fut chargé de visiter les prisons. Il fut frappé de ce triste spectacle. Une certaine humanité, un changement dans le traitement des prisonniers, des améliorations dans les établissements destinés à les recevoir, s'imposaient.

Les romanciers et les poètes disaient toute l'horreur de ces sinistres séjours, les philosophes mêlèrent leur voix à la leur et lorsqu'on se transporte un siècle plus tard, c'est un sentiment de satisfaction et de reconnaissance que l'on éprouve.

Le traitement des prisonniers, bien qu'adouci et humanisé ne répond pas aux besoins et au but de leur internement passager. L'individu est né et s'est développé dans la société. Sa mentalité a été fatalement, en grande partie, créée par les conditions que la vie sociale lui a imposées. Par conséquent, « en condamnant le coupable, la société se condamne elle-même »¹.

Elle doit cependant infliger une peine au délinquant, afin de lui faire connaître les limites qu'il ne devra pas, à l'avenir dépasser, et pour modifier son caractère il faudrait qu'il sorte de la prison réformé ou amélioré à tel point qu'il ne puisse plus se conduire autrement que le reste des hommes. La prison devrait être une maison de rééducation, de réadaptation sociale et c'est dans la théorie pédagogique de la

1. Hoffding, *op. cit.*

peine que l'on trouve « le fondement le plus idéal du droit de punir »¹.

Les œuvres de patronage dont Bentham réclamait l'existence établissent une transition heureuse entre l'état de détention et le retour à la liberté. Mais leur cercle d'action est encore trop restreint.

On pourrait sauver beaucoup de prisonniers si l'on voulait s'intéresser à eux; il suffirait de penser que ces hommes qui sont tombés en prison ont eux aussi le droit d'être heureux dans l'avenir et d'être libres. Il faudrait leur apprendre qu'ils doivent se rendre dignes de jouir de nouveau de la chaleur du soleil et de la fraîcheur des crépuscules; mais personne ne vient les y aider, et chaque jour qu'ils voient décliner à travers la fenêtre de leur cellule, jette dans leur âme un peu plus d'amertume, et l'aube qui chaque lendemain se lève, est impuissante à dissiper leur haine ténébreuse.

Et puis, un soir la porte de la prison s'ouvrira et ils retomberont dans les sentiers du mal, parce que dans l'ombre qui les environne personne ne leur tendra une main secourable et ne leur montrera la route de la vertu qui est aussi celle du bonheur.

1. Hoffding, *op. cit.*

Vu :
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu :
Le Président de thèse,
GARÇON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — Le principe de l'utilité....	11
CHAPITRE II. — Législation pénale	25
CHAPITRE III. — Le Code pénal	32
§ 1. Division des délits.....	32
§ 2. Réparations. Diverses sortes de satisfaction..	38
§ 3. Les peines.....	51
§ 4. Moyens indirects de prévenir les délits	62
CHAPITRE IV. — Organisation judiciaire	69
CHAPITRE V. — Organisation pénitentiaire	80
CHAPITRE VI. — Codification et promulgation des lois	89
CHAPITRE VII. — L'influence de Bentham	98
